

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1361

2 juillet 2010

SOMMAIRE

Advantics S.A.	65284	Juria Experts S.à r.l.	65324
Al Maha Investment Company S.à r.l.	65325	Juria Experts S.à r.l.	65325
AL Investments	65283	Juria Experts S.à r.l.	65325
Amtrust Re 2007 (Luxembourg)	65282	Kalkalit-Lux 5 Sàrl	65327
Artisia S.A.	65323	Kalkalit-Lux 6 S. à r.l.	65326
Arun Immobilière S.A.	65282	Kitchener Luxco S.à r.l.	65323
Café Le Mont International	65284	Luxembourg Family Office S.A.	65309
CCR Funds	65311	M1 Luxembourg S.A.	65313
Coatings Re	65282	Maschinen- und Betriebshilfsring «Nord- spetz»	65283
Codofinances S.A.	65321	MBR Services	65283
Compagnie Européenne pour le Dévelop- pement d'Entreprises Commerciales S.A.	65284	Memory Keepers S.A.	65324
Compagnie Européenne pour le Dévelop- pement d'Entreprises Commerciales S.A.	65311	Movytel S.A.	65325
Credimpex-Luxembourg A.s.b.l.	65323	Nekvilla Holding S.A.	65322
DataCenterEnergie S.A. (DCE)	65283	Networking European Infrastructures Partners - NEIP II S.A., SICAR	65285
DIAMAN Sicav	65310	Nile Investment S.A.	65326
Ecoverdi International S.A.	65282	Pain et Saveurs S. à r.l.	65327
Equal-Plus S.A.	65311	PEF Prince Henri Investment S.A.	65324
Evidence S.A.	65322	PEF Route d'Arlon Investment S.A.	65323
Four Winds Research S.A.	65326	Quintessence International S.A.	65311
Helvetia Europe	65322	Rast Développement S.A.	65328
Holding Immobilière Nouvelle S.A.	65321	Senera S.A.	65284
Inowlocki Bros.International S.A.	65322	Solferino (S.A.) N.V.	65326
Isla Invest S. à r.l.	65312	The Bank of New York Mellon (Internatio- nal) Limited, Luxembourg Branch	65310
Isla Invest S. à r.l.	65313	The Bank of New York Mellon SA/NV, Lu- xembourg Branch	65310
Isla Invest S. à r.l.	65312	Toscana-Alpes Property S.A.	65313
JER Europe Fund II Holdings S.à r.l.	65312	Zaltech, S.à r.l.	65282

Zaltech, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2630 Luxembourg, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 104.074.

Les comptes annuels au 31 12 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010075699/10.

(100069091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2010.

Coatings Re, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 62.452.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Aon Captive Services Group (Europe) S.A.

Référence de publication: 2010075705/11.

(100069156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2010.

Amtrust Re 2007 (Luxembourg), Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 25.267.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société AMTRUST Re 2007 (Luxembourg)

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2010075706/12.

(100069159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2010.

Arun Immobilière S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 44.370.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 17 mai 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010075722/10.

(100069385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Ecoverdi International S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 137.359.

Par la présente nous dénonçons le siège de la société ECOVERDI INTERNATIONAL S.A., Moulin de Betzdorf, L - 6832 BETZDORF, matricule 2008 2206 761, enregistrée au RCS sous le numéro B 137359, avec effet immédiat.

Betzdorf, le 4 mai 2010.

HSIEN Invest SCI

Signatures

Référence de publication: 2010075723/11.

(100069481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

MBR Services, Association Agricole.

Siège social: L-7735 Colmar-Berg, 12A, Cité Morisacker.
R.C.S. Luxembourg H 32.

L'acte constitutif et les statuts au 29.12.1988 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

19, Av. Gordon Smith

L-7740 COLMAR-BERG

Signature

Référence de publication: 2010075707/13.

(100069373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

MBR Nordspetz, Maschinen- und Betriebshilfsring «Nordspetz», Association Agricole.

Siège social: L-9712 Clervaux, Château de Clervaux.

R.C.S. Luxembourg H 33.

L'acte constitutif et les statuts au 28.07.1972 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

19, Av. Gordon Smith

L-7740 COLMAR-BERG

Signature

Référence de publication: 2010075708/13.

(100069388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

AL Investments, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 81.936.

Extrait des décisions prises par voie de résolution circulaire en date du 30 avril 2010.

En date du 30 avril 2010, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- d'accepter la démission, avec effet au 26 avril 2010, de Monsieur Pierre Delandmeter en qualité d'Administrateur

Luxembourg, le 17 mai 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Signatures

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010075713/14.

(100069572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

DataCenterEnergie S.A. (DCE), Société Anonyme.

Siège social: L-3235 Bettembourg, 4, rue Alexander Graham Bell.

R.C.S. Luxembourg B 140.229.

Les comptes annuels au 31/12/2009 et le rapport du commissaire ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/05/2010.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2010075719/14.

(100069459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Compagnie Européenne pour le Développement d'Entreprises Commerciales S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 36.412.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature

Le Mandataire

Référence de publication: 2010075721/13.

(100069394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Advantics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 70.995.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à.r.l. / A.T.T.C. Directors s.à.r.l.

Administrateur / Administrateur

Edward Patteet / J.P. Van Keymeulen

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2010075724/13.

(100069426) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Senera S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 41.653.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à.r.l. / A.T.T.C. Directors s.à.r.l.

Administrateur / Administrateur

A.T.T.C. s.a.

Gérant

E. Patteet / J.P. Van Keymeulen

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2010075725/15.

(100069423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Café Le Mont International, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 137.682.

Par la présente nous dénonçons le siège de la société Café Le Mont International sàrl, Moulin de Betzdorf, L - 6832 BETZDORF, matricule 2008 2412 329, enregistrée au RCS sous le numéro B 137682, avec effet immédiat.

Betzdorf, le 4 mai 2010.

HSIEN Invest SCI

Signatures

Référence de publication: 2010075732/11.

(100069483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Networking European Infrastructures Partners - NEIP II S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 122.213.

In the year two thousand and ten, on the fifteenth of January.

Before us Maître Joseph ELVINGER, notary residing at Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "NETWORKING EUROPEAN INFRASTRUCTURES PARTNERS - NEIP II S.A., SICAR", a société anonyme, established in L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C. Luxembourg section B number 122 213, incorporated by deed of the notary Joseph ELVINGER, residing in Luxembourg, dated on November 24, 2006, published in the Mémorial C, number 326 of March 8, 2007 amended several times and the last time by a deed of the notary Jean SECKLER, residing in Junglinster, dated on December 18, 2008 published in the Mémorial C, number 285 of February 10, 2009.

The meeting is presided by Mr Angelo DE BERNARDI, company director, residing at Luxembourg,

The chairman appoints as secretary Mrs Marianne GOEBEL, attorney at law, residing at Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mr Vincenzo MONTANO, company director, residing at Luxembourg.

The chairman declares and requests the notary to record that:

I. There has been established an attendance list showing the shareholders present or represented and the number of shares held by them, which after having been signed by the shareholders or their proxies, by the office of the meeting and the notary, will be registered with this deed together with the proxies signed "ne varietur" by the Bureau and the notary.

II. As appears from the attendance list, all the shares of the Company are present or represented. The meeting can thus validly decide on all the items of the agenda, of which the shareholders were informed before the meeting.

III. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Approval of the balance sheet and the profit and loss accounts closing at the date of the Extraordinary General Meeting.

2. Abandonment of the Sicar status of the Company.

3. Transfer of the registered office and of the principal establishment of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg, 17, rue Beaumont. L- 1219 Luxembourg to Italy at Via Vittorio Alfieri n. 1, 1-31015 CONEGLIANO (Treviso) and adoption of the Italian nationality.

4. Declaration with respect to the corporate capital of the Company.

5. Change of the corporate form of the Company from a Luxembourg "société anonyme" into an Italian "Società per Azioni" and change of the corporate name into NEIP II S.p.A. - Infrastrutture e Servizi.

6. Determination of the duration of the Company and of its corporate object.

7. Acceptance of the resignation of the present members of the Board of directors and the present independent auditor and discharge.

8. Appointment of the members of the Board of Directors.

9. Appointment of the members of the Board of auditors.

10. Authorization given to a proxy holder with full power to represent the Company in Italy and to undertake all necessary procedures and effect all formalities at all administrative, tax and other authorities in relation to the transfer of the registered office to Italy and in particular to proceed to the filing and the publication of the present deed and of the articles of incorporation adopted hereby in Italy and to furnish all necessary documents to the Ministry of Finance and the Register of Commerce and of Companies of Treviso and/or any Italian authority as well as at the Register of Trade and Companies of Luxembourg in order to assure the continuation of the Company as an Italian company and its cessation as a Luxembourg company.

11. Complete remodeling of the articles of incorporation of the Company in order to adapt them to the Italian legislation.

12. Submission of the proposed decisions to the resolutive condition of the refusal of the transfer of the registered office by the Italian authorities or any other competent authority.

13. Miscellaneous.

The facts exposed and recognised by the meeting, the President exposed the motives which let the Board of Directors to submit the proposals indicated on the agenda to the vote of the shareholders.

After deliberation, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The General Meeting approves the balance sheet and the profit and loss accounts closing at January 15, 2010 (the "interim balance") as presented by the Board of Directors.

Second resolution

The General Meeting approves the abandonment of the Company's status as a Sicar in the meaning of the law of June 15, 2004 concerning investment companies in risk capital (SICAR) as amended.

Third resolution

The General Meeting decides to transfer the registered office and the principal establishment of the Company from the Grand Duchy of Luxembourg, L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont to Conegliano (TV) (Italy) and accordingly to adopt the Italian nationality for the Company, such change of nationality and transfer of registered office not constituting from a legal or tax point of view a change of the legal personality or a dissolution of the Company.

As per art. 111 ter of the regulation of accomplishment of the Italian Civil Code ("Disposizione di attuazione del Codice Civile Italiano") the General Meeting declares that the Company will have its registered office at Via Vittorio Alfieri n.1, I-31015 CONEGLIANO (Treviso).

The General Meeting states that this decision has been taken in conformity with article 67-1 of the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended.

Fourth resolution

In accordance with the requirements under Italian law, Mr Angelo De Bernardi, in his capacity of President of the Board of Directors and on behalf of the Board of Directors makes the following declarations:

It results from the interim balance sheet which has been approved by the General Meeting that the capital of the Company in a total amount of 6,500,000.-€ (six million five hundred thousand Euro) has been entirely subscribed and paid up, in accordance with the requirements of Luxembourg company law and that there are no losses in the accounts which require the Company to undertake any of the measures under articles 2446 and 2447 of the Italian Civil Code.

The capital of the Company is and will be equal to 6,500,000.- € (six million five hundred thousand Euro).

Considering that the change of the nationality does not lead to a change of the legal personality of the Company, so that there is a continuity of the status of a limited liability company from a Luxembourg "société anonyme" to an Italian "Società per Azioni" (as decided hereunder) and that on the basis of the Luxembourg company law, the Company is deemed to have adopted sufficient measures to assure the effective existence of its subscribed share capital, it is not required under Italian law to write an appraisal regarding the net worth value of the Company. The capital of the Company has been entirely subscribed and is and will be composed of two classes of shares which characteristics are duly specified in the Bylaws as adopted under resolution 11 hereunder. In particular the share capital is and will be composed of 6,469,000 (six million four hundred and sixty nine thousand) Class A (or "Ordinary shares") shares with a nominal value equal to 1.-€ (one Euro) each and of 31,000 (thirty one thousand) Class B shares with a nominal value equal to 1.-€ (one Euro) each;

The shares are held by the existing shareholders as specified below and will be held in the same proportion by the same shareholders. Shares will be represented by stock certificates to be issued according to Italian law and be allotted as follows:

- 3,130,161 Class A shares to Assicurazioni Generali S.p.A., a company incorporated in Trieste (nowadays Italian, at that time under Asburgic Empire) under Italian law, with registered offices at Piazza Duca degli Abruzzi no. 2 - Trieste, having a share capital of 1,410,113,747.-€ fully subscribed and paid up, inscribed at the Trieste Company Register under number 00079760328, fiscal code number 00079760328;

- 208,677 Class A shares to BancApulia S.p.A., a company incorporated in San Severo (Foggia) under Italian law, with registered offices at Via Tiberio Solis no. 40 - San Severo (Foggia), having a share capital of 19,700,000.- € fully subscribed and paid up, inscribed at the Foggia Company Register under number 00148520711, fiscal code number 00148520711;

- 3,130,162 Class A shares to Finanziaria Internazionale Luxembourg S.A., a company incorporated in Luxembourg under Luxembourg law, with registered offices at 25A, Boulevard Royal - L-2449 Luxembourg, having a share capital of 5,000,000.-€ fully subscribed and paid up, inscribed at the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 75.646;

- 31,000 Class B shares to Finint & Partners S.r.l., a company incorporated in Conegliano (TV) under Italian law, with registered offices at Via Vittorio Alfieri no 1 - Conegliano (TV), having a share capital of 50,000.-€ fully subscribed and paid up, inscribed at the Treviso Company Register under number 03571440266, fiscal code number 03571440266.

Fifth resolution

The General Meeting decides to change the corporate form of the Company from a Luxembourg "société anonyme" into an Italian "Società per Azioni" and to change the corporate name of the Company from NETWORKING EUROPEAN INFRASTRUCTURES PARTNERS - NEIP II S.A., SICAR into NEIP II S.p.A. - Infrastrutture e Servizi.

Sixth resolution

The General Meeting decides to change the duration of the Company from an unlimited duration under Luxembourg status to a limited duration ending at December 31, 2022. Notwithstanding this decision, the financial year will continue to end at June 30 of each year (as under its previous Luxembourg status).

The General Meeting decides to determine the corporate object of the Company as follows:

"OGGETTO.

La società ha per oggetto esclusivo l'esercizio nei confronti del pubblico di attività di natura finanziaria indicate all'art. 106 del Testo Unico delle leggi in Materia Bancaria e Creditizia. In particolare, la società, nell'ambito della predetta attività, ha ad oggetto, l'esercizio nei confronti del pubblico dell'attività di assunzione di partecipazioni, intesa quale attività di acquisizione, detenzione e gestione dei diritti, rappresentati o meno da titoli, sul capitale di altre società e/o imprese, e di concessione di finanziamenti tramite la sottoscrizione di strumenti finanziari definiti dall'art. 1, comma 2, d. lgs. n. 58 del 24 febbraio 1998. Viene espressamente esclusa la attività di concessioni di finanziamenti nei confronti del pubblico nella forma di rilascio di garanzie.

La società potrà svolgere le suddette attività anche al di fuori della propria sede nel rispetto delle disposizioni di legge vigenti.

La società potrà, inoltre, esercitare tutte le attività e compiere tutti gli atti e le operazioni strumentali o connesse alle attività di natura finanziaria sopra descritte, consentite dalla vigente normativa quali, a titolo esemplificativo, lo studio, la ricerca, l'analisi e la consulenza in materia economica e finanziaria, la gestione di immobili ad uso funzionale, la gestione di servizi informatici o di elaborazione dati ai fini della loro mera manipolazione, la formazione e l'addestramento del personale, l'assistenza alle imprese in materia finanziaria.

La società, in via strumentale e del tutto occasionale e nei limiti consentiti dalla normativa vigente potrà, ai fini del raggiungimento dell'oggetto sociale, acquistare, vendere, permutare, dare e prendere in affitto immobili ad uso funzionale, intrattenere rapporti bancari e compiere qualsiasi altra operazione di natura mobiliare ed immobiliare, finanziaria, assicurativa e commerciale, nonché compiere tutto quanto abbia attinenza con lo scopo sociale e sia ritenuto utile al suo raggiungimento.

È fatto divieto di esercitare ogni e qualsiasi attività non consentita ai soggetti iscritti nell'elenco di cui all'articolo 106 del Testo Unico delle leggi in Materia Bancaria e Creditizia e comunque l'attività bancaria, l'esercizio professionale dell'attività di intermediazione mobiliare, ogni altra attività oggetto di diversa privativa di legge e quelle vietate dalla presente e futura legislazione."

Seventh resolution

The General Meeting takes note of the resignation of the current Board members Mr Andrea DE VIDO, Mr Angelo DE BERNARDI, Mr Federico FRANZINA and Mr Vincenzo MONTANO and of the independent auditor ERNST & YOUNG S.A. and accepts them. Discharge is granted to them for the exercise of their mandates up to the date of the present meeting.

Eighth resolution

The General Meeting decides to choose the Italian traditional administration system and to entrust the management of the Company to a Board of Directors composed of the following three persons:

- DE VIDO, Andrea, born in Treviso (Italy) on November 13, 1955, resident for his offices at Via Vittorio Alfieri no. 1 - I 31015 Conegliano (Treviso) - Italy, Italian nationality, fiscal code: DVD NDR 55S13 L407R;
- TONUSSI, Domenico, born in Motta di Livenza (Treviso) - Italy on July 15, 1967, resident for his offices at Via Vittorio Alfieri no. 1 - I 31015 Conegliano (Treviso) - Italy, Italian nationality, fiscal code: TNS DNC 67L15 F770E;
- SOLLAZZO, Bruno, born in Trieste- Italy on January 17, 1961, resident for his offices at Piazza Duca degli Abruzzi, 2 - I 34132 Trieste, Italian nationality, fiscal code: SLLBRN61A17L424L;

They are entitled to exercise the powers defined in art. 23 of the Bylaws as adopted under resolution 11 hereunder. Their mandate is fixed at 3 (three) financial years and shall come to an end in 2012 at the date of the General Meeting called to approved the financial statements at June 30, 2012.

The General Meeting decides to appoint as President of the Board of Directors Mr. Andrea DE VIDO and acknowledges that the power to represent the Company is assigned to him according to art. 25 of the Bylaws as adopted under resolution 11 hereunder.

Ninth resolution

The General Meeting decides to entrust the control of the company to a Board of Auditors composed of:

- the following three persons as standing auditors:
- TERRIN, Gaetano, born in Padua (Italy) on July 16, 1960, resident for his offices at Via Niccolò Tommaseo no. 60 - I 35131 Padua, Italian nationality, fiscal code: TRR GTN 60L16 G224Z;
- CORTELLAZZO, Andrea, born in Padua (Italy) on August 4, 1969, resident at Via Roma no. 108 - I 35122 Padua, Italian nationality, fiscal code: CRT NDR 69M04 G224Q;

- CRISTIN, Paolo, born in Trieste (Italy) on July 1, 1977, resident at Via Garzarolli no. 77 - I 34170 Gorizia, Italian nationality, fiscal code: CRS PLA 77L01 L424I;

- and the following two persons as substitute auditors:

- GALLIO, Fabio, born in Padua (Italy) on September 26, 1970, resident at Via Jacopone da Todi no. 5 - I 35125 Padua, Italian nationality, fiscal code: GLL FBA 70P26 G224Q;

- BASILE, Salvatore, born in Padua (Italy) on September 7, 1969, resident at Via Shumann no. 5 - I 35132 Padua, Italian nationality, fiscal code: BSL SVT 69P07 G224F.

Their mandate is fixed at 3 (three) financial years and shall come to an end in 2012 at the date of the General Meeting called to approved the financial statements at June 30, 2012. The General Meeting acknowledges that the members of the Board of Auditors, as per art. 2400 of the Italian Civil Code, have provided the shareholders with the list of the companies in which they are in charge as managers or auditors and that they possess the necessary qualifications to be elected, as they are all inscribed at the Register of accountants ("Registro dei Revisori Contabili") c/o Italian Ministry of Justice ("Ministero della Giustizia"). In particular:

- Mr. TERRIN Gaetano by virtue of the provision issued into the Italian Gazette ("Gazzetta Ufficiale") number 31 bis on April 21, 1995;

- Mr. CORTELLAZZO Andrea by virtue of the provision issued into the Italian Gazette ("Gazzetta Ufficiale") "supplemento ordinario alla 4° serie speciale n. 14" on February 18, 2000;

- Mr. CRISTIN Paolo by virtue of the provision issued into the Italian Gazette ("Gazzetta Ufficiale") "supplemento n. 14" on February 16, 2007;

- Mr. GALLIO Fabio by virtue of the provision issued into the Italian Gazette ("Gazzetta Ufficiale") number 84 on October 22, 2002;

- Mr. BASILE Salvatore by virtue of the provision issued into the Italian Gazette ("Gazzetta Ufficiale") "4° serie speciale supplemento n. 13" on February 13, 2001;

The General Meeting decides to appoint as President of the Board of auditors Mr. Gaetano TERRIN and to entrust the Board of auditors with the control of the accounting of the Company as long as the Company has to draw up a consolidated balance sheet or is listed on the stock exchange, as foreseen by article 2409 bis of the Italian Civil Code. The General Meeting resolves that the appropriation of the annual results and any other distributions shall be determined according to art. 29 of the Bylaws as adopted under resolution 11 hereunder.

Tenth resolution

The General Meeting gives a mandate to Mr. Piergiorgio Fantin born in Konstanz (German), on 22 August 1970, employee, resident for his offices at Via Vittorio Alfieri no. 1 - I-31015 Conegliano (Treviso) - Italy, with full power to represent the Company in Italy and to undertake all necessary procedures and to effectuate all formalities with all administrative, fiscal or other authorities in relation to the transfer of the registered office to Italy; in particular the proxy holder has full power to register the present deed with an Italian notary who will be authorized to provide whoever require it with a certified copy and who will proceed to the filing and publication of the present deed and the articles of incorporation adopted hereby in Italy in the Register of Trade and Commerce of Treviso (Italy). The proxy holder will have full power to provide all necessary documents to the Ministry of Finance and/or any other Italian authority as well as to the Register of Trade and Commerce of Luxembourg in order to ensure the continuation of the Company as an Italian company and the cessation of the Company as a Luxembourg company.

The proxy holder will take also care of the due inscription in Italy of the appointment of the members of the Board of Directors and the members of the Board of Auditors.

The proxy holder is furthermore authorized and empowered to furnish all additional information with respect to the present deed which may be required in order to register the deed in Italy and inscribe the company at the Register of Trade and Commerce of Treviso (Italy).

All corporate documents relative to the period prior to the transfer of the registered office to Italy and relative to the period in which the Company had its registered office in Luxembourg will be kept for a period of 5 (five) years at the former registered office of the Company in Luxembourg.

Eleventh resolution

The General Meeting decides to amend the articles of incorporation in order to reflect the abandonment of the Sicar status and to make them comply with the requirements of the Italian legislation and thus to adopt the new Bylaws, composed of 32 (thirty-two) articles, aiming to define, inter alia, the corporate object, the duration and the management of the Company. The new wording of the articles of incorporation is as follows:

"STATUTO

Titolo I. Costituzione - Denominazione - Sede - Durata - Oggetto - Domicilio

1. Costituzione e denominazione.

1.1. È costituita una società per azioni denominata "NEIP II S.p.A.- Infrastrutture e servizi".

2. Sede.

2.1. La società ha sede legale in Conegliano (Treviso).

2.2. La società, con delibera del consiglio di amministrazione, può istituire e/o sopprimere, nei modi di legge, sia in Italia sia all'estero, sedi secondarie, filiali, succursali, rappresentanze o unità locali comunque denominate.

3. Durata.

3.1. La durata della società è stabilita al 31 dicembre 2022 e potrà essere prorogata, una o più volte, mediante deliberazione dell'assemblea, senza che ciò possa dar luogo al diritto di recesso dalla società.

4. Oggetto.

4.1. La società ha per oggetto esclusivo l'esercizio nei confronti del pubblico di attività di natura finanziaria indicate all'art. 106 del Testo Unico delle leggi in Materia Bancaria e Creditizia. In particolare, la società, nell'ambito della predetta attività, ha ad oggetto, l'esercizio nei confronti del pubblico dell'attività di assunzione di partecipazioni, intesa quale attività di acquisizione, detenzione e gestione dei diritti, rappresentati o meno da titoli, sul capitale di altre società e/o imprese, e di concessione di finanziamenti tramite la sottoscrizione di strumenti finanziari definiti dall'art. 1, comma 2, d. lgs. n. 58 del 24 febbraio 1998. Viene espressamente esclusa la attività di concessioni di finanziamenti nei confronti del pubblico nella forma di rilascio di garanzie.

4.2. La società potrà svolgere le suddette attività anche al di fuori della propria sede nel rispetto delle disposizioni di legge vigenti.

4.3. La società potrà, inoltre, esercitare tutte le attività e compiere tutti gli atti e le operazioni strumentali o connesse alle attività di natura finanziaria sopra descritte, consentite dalla vigente normativa quali, a titolo esemplificativo, lo studio, la ricerca, l'analisi e la consulenza in materia economica e finanziaria, la gestione di immobili ad uso funzionale, la gestione di servizi informatici o di elaborazione dati ai fini della loro mera manipolazione, la formazione e l'addestramento del personale, l'assistenza alle imprese in materia finanziaria.

4.4. La società, in via strumentale e del tutto occasionale e nei limiti consentiti dalla normativa vigente potrà, ai fini del raggiungimento dell'oggetto sociale, acquistare, vendere, permutare, dare e prendere in affitto immobili ad uso funzionale, intrattenere rapporti bancari e compiere qualsiasi altra operazione di natura mobiliare ed immobiliare, finanziaria, assicurativa e commerciale, nonché compiere tutto quanto abbia attinenza con lo scopo sociale e sia ritenuto utile al suo raggiungimento.

4.5. È fatto divieto di esercitare ogni e qualsiasi attività non consentita ai soggetti iscritti nell'elenco di cui all'articolo 106 del Testo Unico delle leggi in Materia Bancaria e Creditizia e comunque l'attività bancaria, l'esercizio professionale dell'attività di intermediazione mobiliare, ogni altra attività oggetto di diversa privativa di legge e quelle vietate dalla presente e futura legislazione.

Titolo II. Capitale sociale - Azioni - Trasferimento - Riscatto - Recesso

5. Capitale sociale, azioni, strumenti finanziari e finanziamenti.

5.1. Il capitale sociale è determinato in Euro 6.500.000,00 (sei milioni cinquecentomila virgola zero zero), rappresentato da n. 6.500.000 (sei milioni cinquecentomila) azioni del valore nominale di Euro 1,00 (uno virgola zero zero) ciascuna, così suddiviso:

- numero 6.469.000 (sei milioni quattrocento sessantanove mila) pari al 99,52% (novantanove virgola cinquantadue per cento) azioni costituenti la categoria A ("Azioni A" o "Azioni Ordinarie");
- numero 31.000 (trentuno mila) pari allo 0,48% (zero virgola quarantotto per cento) azioni di categoria B ("Azioni B").

5.2. Il capitale sociale, oltre che da Azioni Ordinarie e Azioni B, potrà essere rappresentato, comunque nei limiti di cui all'articolo 2351 del Codice Civile, anche da azioni di categoria C ("Azioni C"). Le Azioni A, B e C sono nel seguito definite collettivamente "Azioni". Esse sono fornite dei diritti previsti nel presente statuto.

5.3. Tutte le Azioni appartenenti alla medesima categoria hanno le medesime caratteristiche e conferiscono i medesimi diritti, come stabilito dalla legge e dallo statuto.

5.4. Le Azioni Ordinarie conferiscono i seguenti diritti ed hanno le seguenti caratteristiche:

- sono liberamente trasferibili fatto salvo quanto previsto dal presente statuto;
- attribuiscono il diritto di voto nelle delibere assembleari sia in sede ordinaria che in sede straordinaria;
- conferiscono il diritto di prelazione secondo quanto specificato nell'articolo 11 del presente statuto;
- conferiscono il diritto agli utili secondo quanto specificato nell'articolo 29.1 del presente statuto.

5.5. Le Azioni B conferiscono i seguenti diritti ed hanno le seguenti caratteristiche:

- sono liberamente trasferibili fatto salvo quanto previsto dal presente statuto;
- sono prive del diritto di voto sia nell'assemblea ordinaria che nell'assemblea straordinaria fatta eccezione per le delibere aventi ad oggetto il trasferimento della sede legale all'estero, l'emissione di nuove categorie di azioni speciali, la variazione dell'oggetto sociale e della forma giuridica della società, la riduzione del capitale sociale, la conversione delle Azioni B in Azioni Ordinarie, per le quali è necessario il voto favorevole dei titolari delle Azioni B;

- conferiscono il privilegio nella distribuzione degli utili specificato nell'articolo 29.1.C;
- sono postergate alle Azioni Ordinarie ed alle Azioni C nel ripianamento delle perdite;
- in caso di riduzione del capitale sociale per perdite, quindi, dette azioni di categoria B ne subiranno gli effetti soltanto dopo che siano state integralmente annullate le Azioni Ordinarie e le Azioni C. In tal caso, ove si proceda ad un aumento di capitale conseguente ad una precedente riduzione del capitale per perdite gravanti sulle sole Azioni Ordinarie o Azioni C, il diritto di opzione sulle azioni di nuova emissione sarà attribuito in ragione della ripartizione del capitale sociale anteriore alla riduzione per perdite;
- non danno diritto alla distribuzione, né durante la vita della società, né all'atto della sua liquidazione, della riserva sovrapprezzo formatasi con il versamento dell'eventuale sovrapprezzo dovuto per la sottoscrizione delle Azioni A e C, sia in sede di emissione delle Azioni A e C, sia successivamente ("Riserva Sovrapprezzo Azioni").

5.6. Le Azioni C conferiscono i medesimi diritti ed hanno le medesime caratteristiche della Azioni Ordinarie, ma sono prive del diritto di voto sia nell'assemblea ordinaria che nell'assemblea straordinaria fatta eccezione per le delibere aventi ad oggetto il trasferimento della sede legale all'estero, l'emissione di nuove categorie di azioni speciali, la variazione dell'oggetto sociale e della forma giuridica della società, la riduzione del capitale sociale, la conversione delle Azioni B in Azioni Ordinarie, per le quali è necessario il voto favorevole dei titolari delle Azioni C.

5.7. Le Azioni sono indivisibili. In caso di comproprietà, i diritti dei contitolari sono esercitati da un rappresentante comune ai sensi dell'articolo 2347 del codice civile.

5.8. Le Azioni sono nominative. Ai sensi dell'articolo 2346, comma 1, del codice civile, le Azioni sono rappresentate da certificati azionari e la legittimazione all'esercizio dei diritti sociali spetta in virtù dell'iscrizione nel libro dei soci.

È fatta salva la possibilità che le Azioni, qualora ciò sia imposto dalla legge in dipendenza della negoziazione in mercati regolamentati o qualora sia comunque deciso dal Consiglio di Amministrazione e debitamente annotato sul libro dei soci, siano rappresentate secondo le norme vigenti per il sistema di gestione accentrata degli strumenti finanziari negoziati in mercati regolamentati.

6. Finanziamenti degli azionisti.

6.1. I finanziamenti degli azionisti con diritto a restituzione della somma versata potranno essere effettuati nel rispetto delle norme in vigore e sempre che ricorrano i requisiti che non fanno considerare detti finanziamenti attività di raccolta del risparmio ai sensi della normativa in materia bancaria e creditizia.

6.2. Tali finanziamenti concessi dagli azionisti alla società possono essere fruttiferi o, in deroga alla presunzione stabilita dall'art. 1282 del codice civile, anche a titolo completamente gratuito. I versamenti degli azionisti in conto capitale sono, in ogni caso, infruttiferi di interessi.

7. Strumenti finanziari.

7.1. La società può emettere strumenti finanziari partecipativi ai sensi dell'articolo 2346 del Codice Civile, forniti di diritti patrimoniali od anche di diritti amministrativi, in conformità alle disposizioni applicabili. Con la deliberazione di emissione vengono stabilite le caratteristiche degli strumenti finanziari emessi, precisando, in particolare, i diritti che essi conferiscono, le sanzioni nel caso di inadempimento delle prestazioni promesse e le eventuali cause di decadenza o riscatto.

8. Domicilio dei soci. Il domicilio degli azionisti per i loro rapporti con la società è quello risultante dal libro dei soci.

9. Aumento e riduzione del capitale sociale.

9.1. Il capitale sociale può essere aumentato a pagamento mediante conferimenti di denaro, beni, crediti e/o complessi aziendali, ovvero a titolo gratuito, mediante passaggio a capitale di riserve e/o di altri fondi disponibili.

9.2. In caso di aumenti di capitale a pagamento, agli azionisti spetta il diritto di opzione ai sensi dell'articolo 2441 del codice civile.

9.3. L'assemblea straordinaria può deliberare la riduzione del capitale sociale anche mediante assegnazione agli azionisti o a gruppi di azionisti di determinate attività sociali o di azioni o di quote di altre imprese, nelle quali la società abbia compartecipazione, il tutto nei limiti previsti dagli articoli 2327 e 2413 del codice civile e con rispetto del diritto degli azionisti alla parità di trattamento.

10. Vincoli.

10.1. In caso di pegno o usufrutto di Azioni il diritto di voto spetta all'azionista, senza facoltà di convenzione contraria, in deroga all'articolo 2352 del codice civile.

11. Prelazione.

A) Le Azioni Ordinarie e le Azioni C sono trasferibili per atto tra vivi nel rispetto di quanto previsto nelle lettere seguenti del presente Articolo 11, salvo che non ci sia il consenso di tutti i soci al trasferimento medesimo, con conseguente rinuncia al diritto di prelazione.

B) Fatto salvo quanto previsto dalle lettere G), I) ed L) del presente Articolo 11, l'azionista che abbia sottoscritto Azioni Ordinarie o Azioni C e che intenda trasferire, vendere o comunque disporre delle proprie azioni e dei diritti di opzione nella Società, in tutto od in parte, sotto qualsiasi forma, anche mediante la costituzione di usufrutto ed in base a

qualsiasi negozio (vendita, permuta, conferimento, ecc.), anche a titolo gratuito, od in dipendenza di qualsiasi delibera od atto societario ("Azionista Offerente"), dovrà prima offrirle agli altri azionisti che abbiano sottoscritto Azioni Ordinarie o Azioni C, ai quali spetta il diritto di prelazione sull'intero ammontare - ed esclusivamente sull'intero ammontare - delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C offerte in vendita (eventualmente anche in via congiunta fra loro da più azionisti), mediante invio di offerta scritta ("Offerta"), con lettera raccomandata A.R., all'indirizzo degli altri azionisti indicato ai sensi dell'Articolo 2 del presente statuto, con copia di tale offerta inviata alla Società. L'Azionista Offerente dovrà specificare in tale Offerta il numero di Azioni Ordinarie o di Azioni C offerte, il prezzo unitario offerto per ciascuna azione, il nome del cessionario ed i principali termini e condizioni della prospettata alienazione. Nel caso in cui (i) il corrispettivo per l'acquisto delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C offerte in prelazione non sia costituito in tutto o in parte da denaro, ovvero (ii) il trasferimento delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C della Società consegua alla fusione del socio persona giuridica, proprietario delle stesse, in una società diversa da una Affiliata (come di seguito definita) dello stesso socio, ovvero ancora, (iii) il trasferimento delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C della Società consegua alla scissione, anche parziale, del socio persona giuridica in una società diversa da una sua Affiliata (come di seguito definita), ovvero infine (iv) il trasferimento delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C della Società consegua all'intervenuto scioglimento del socio persona giuridica, mediante cessione o assegnazione dei beni dello stesso socio ad un soggetto diverso da una sua Affiliata (come di seguito definita), l'Azionista Offerente dovrà indicare nell'Offerta l'equivalente valore in denaro al quale la prelazione può essere esercitata. Ove gli altri azionisti (titolari del diritto di prelazione) non siano d'accordo su detto valore, il valore equivalente in denaro sarà determinato in modo vincolante da un collegio di tre arbitratori, con decisione che sarà ritenuta come espressione della volontà delle parti.

Un arbitratore sarà nominato dall'Azionista Offerente, uno sarà nominato congiuntamente dagli azionisti che intendono esercitare la prelazione ed il terzo, quale presidente, dai due suddetti arbitratori; in caso di disaccordo, il terzo arbitratore, come pure il secondo arbitratore non nominato dalla parte, verranno nominati, su richiesta della parte più diligente, dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti di Treviso. Il Collegio di Arbitratori dovrà essere costituito entro 15 (quindici) giorni dal ricevimento dell'Offerta da parte dell'ultimo azionista e dovrà assumere le proprie determinazioni nei successivi 30 (trenta) giorni; la decisione assunta dovrà quindi essere comunicata immediatamente a tutti gli azionisti. Ove si applichi la suddetta procedura, i termini per l'esercizio della prelazione saranno corrispondentemente sospesi.

Ai fini del presente Articolo, l'Azionista Offerente deve comunicare agli altri azionisti, secondo le modalità sopra precisate, anche le eventuali offerte di acquisto che siano condizionate a preventive verifiche, revisioni ed ispezioni della Società, fermo restando l'impegno del potenziale acquirente a svolgere dette revisioni ed ispezioni nel rispetto delle norme di legge e degli usuali obblighi di riservatezza. In tal caso l'Azionista Offerente dovrà indicare nell'Offerta i termini e la durata di tali verifiche, revisioni ed ispezioni. Per l'esecuzione di tali revisioni e verifiche dovrà essere rispettato quanto disposto dalla successiva lettera E).

C) Entro 15 (quindici) giorni dalla data di ricevimento dell'offerta o, nel caso di offerta di acquisto non in denaro entro 15 (quindici) giorni dal completamento della procedura di cui alla lettera B) che precede ("Periodo di Esercizio"), gli altri azionisti possono esercitare il diritto di prelazione in proporzione alla partecipazione rispettivamente da essi posseduta nella Società, mediante invio di una dichiarazione scritta in tal senso all'Azionista Offerente con lettera raccomandata A.R. (copia della quale deve essere inviata anche alla Società). Tale lettera dovrà contenere l'accettazione dell'Offerta, ai termini ed alle condizioni tutti indicati dall'Azionista Offerente, ovvero, nel caso di offerta di acquisto non in denaro, l'accettazione dell'equivalente valore in denaro comunicato dall'Azionista Offerente o, se del caso, determinato dal collegio di arbitratori di cui alla precedente lettera B). Gli azionisti che accettano l'Offerta possono indicare, nell'accettazione della stessa, se essi intendano acquistare, sempre in proporzione alla propria partecipazione, le eventuali Azioni Ordinarie o Azioni C non acquistate da altri azionisti che non abbiano esercitato il proprio diritto di prelazione, fermo restando che se, a seguito dell'esercizio del diritto di prelazione, non viene acquistata l'intera partecipazione sociale offerta in vendita, il diritto di prelazione non si intenderà validamente esercitato.

D) Qualora, allo scadere del Periodo di Esercizio, gli altri azionisti non abbiano esercitato il proprio diritto di prelazione con riferimento all'intero ammontare delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C oggetto dell'Offerta, l'Azionista Offerente è libero di alienare le Azioni Ordinarie o le Azioni C all'acquirente indicato nell'Offerta, a condizione che tale alienazione sia perfezionata entro 45 (quarantacinque) giorni dalla scadenza del Periodo di Esercizio ad un prezzo non inferiore ed a termini e condizioni non meno favorevoli del prezzo e dei termini e condizioni indicati nell'Offerta.

Qualora siffatta alienazione non sia perfezionata nel suddetto termine di 45 (quarantacinque) giorni, l'Azionista Offerente dovrà nuovamente offrire le Azioni Ordinarie o le Azioni C agli altri azionisti secondo la procedura sopra descritta salvo che gli altri azionisti rinunzino per iscritto al proprio diritto di prelazione.

E) Nell'ipotesi in cui il prospettato acquirente abbia condizionato l'efficacia della propria proposta a preventive verifiche ed ispezioni della Società, gli altri azionisti, qualora decidano di non esercitare la prelazione ai sensi del presente Articolo 11, permetteranno all'Azionista Offerente ed al prospettato acquirente di compiere, subordinatamente alla sottoscrizione ed accettazione di un patto di confidenzialità da parte del terzo acquirente, tali verifiche ed ispezioni in conformità ai termini ed alle condizioni indicate nell'Offerta. Non appena tali verifiche e ispezioni saranno completate, l'Azionista Offerente dovrà comunicare agli altri azionisti, mediante lettera raccomandata A.R., inviata in copia alla Società, la decisione definitiva del prospettato acquirente di procedere all'acquisto, nonché i relativi termini e condizioni, allo scopo di offrire nuovamente in prelazione le Azioni Ordinarie o le Azioni C agli altri azionisti ai sensi delle disposizioni del presente Articolo 11, ove i nuovi termini e condizioni siano meno favorevoli di quelli indicati nell'Offerta di cui alla lettera B).

F) Qualora, ed in qualsiasi momento, l'Azionista Offerente intenda trasferire, vendere le proprie Azioni Ordinarie o comunque disporre, mediante cessione ad un terzo ad un prezzo inferiore rispetto a quello indicato nell'Offerta, l'Azionista Offerente dovrà offrire nuovamente le Azioni Ordinarie o le Azioni C agli altri azionisti in conformità alle disposizioni del presente Articolo. Qualora gli altri azionisti non esercitino, nei termini di cui alla lettera C) che precede, il diritto di prelazione a loro spettante a seguito e per effetto della nuova Offerta, si applicheranno le disposizioni di cui alla lettera D).

G) Ferme restando le altre disposizioni della presente lettera G), ciascun azionista potrà trasferire, vendere o comunque disporre in tutto o in parte delle proprie Azioni Ordinarie o Azioni C mediante cessione (i) a una qualsiasi o a più società da esso controllate (direttamente o indirettamente), (ii) a qualsiasi società da cui sia controllato (direttamente o indirettamente) (una "Capogruppo") o (iii) a una qualsiasi o a più società controllate (direttamente o indirettamente) da una Capogruppo (tali cessionari saranno di seguito definiti anche gli "Affiliati"), a condizione che l'Affiliato si assuma tutti gli impegni ed obblighi inerenti le Azioni Ordinarie o le Azioni C, esistenti in capo ai suoi danti causa, nonché gli obblighi di cessione di cui al successivo capoverso. Ai fini della presente lettera G), una società sarà considerata come controllata da altra società, qualora rispetto ad essa si verifichi quanto previsto all'articolo 2359 del Codice Civile, primo comma, numeri 1 e 2.

Nell'ipotesi in cui il cessionario di cui alla presente lettera G) cessi di essere un Affiliato dell'Azionista Offerente e l'Azionista Offerente sia ancora un'azionista della Società, il cessionario dovrà vendere all'Azionista Offerente (e l'Azionista Offerente dovrà ricomprare) le Azioni Ordinarie o le Azioni C della Società entro 10 (dieci) giorni dalla data in cui si sia verificato detto evento, a meno che gli altri azionisti rinuncino per iscritto al diritto di richiedere tale acquisto. Nell'ipotesi in cui il cessionario cessi di essere un Affiliato dell'Azionista Offerente e l'Azionista Offerente non sia più un azionista della Società, il cessionario dovrà vendere, entro 10 (dieci) giorni dalla data in cui si sia verificato detto evento, le Azioni Ordinarie o le Azioni C della Società all'originario Azionista Offerente o ad uno dei suoi Affiliati (e l'Azionista Offerente o uno dei suoi Affiliati dovranno riacquistare tali Azioni Ordinarie o Azioni C), a meno che gli altri azionisti rinuncino per iscritto al diritto di richiedere tale riacquisto.

H) Il diritto di prelazione previsto al presente Articolo 11 si applica anche nell'ipotesi di cessione dei diritti di opzione, spettanti agli azionisti in caso di aumento di capitale della Società per il tramite dell'emissione di nuove Azioni Ordinarie o di nuove Azioni C.

I) Il diritto di prelazione di cui al presente Articolo 11 non opererà (i) in ipotesi di assegnazione delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C possedute da un socio persona giuridica nella Società a seguito dell'intervenuto scioglimento del socio persona giuridica, a condizione che le Azioni Ordinarie o le Azioni C vengano attribuite o cedute ad uno o più Affiliati dello stesso socio, (ii) in ipotesi di fusione del socio in una Affiliata e (iii) in ipotesi di trasferimento delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C della Società ad una Affiliata del socio per effetto di una scissione (anche parziale) del socio della Società.

L) La Società non iscriverà nel libro soci e non annoterà sul certificato azionario il nominativo dell'acquirente che abbia acquistato una partecipazione nel capitale sociale della Società in violazione di quanto previsto nel presente Articolo 11.

12. Riscatto. Nel rispetto di quanto previsto dall'articolo 2437 sexies del Codice Civile e dalle altre norme da detto articolo richiamate, la società ha la facoltà di riscattare le Azioni A e C fino al limite massimo previsto dalla legge. Il riscatto è effettuato ad un corrispettivo determinato dal Consiglio di Amministrazione, sentito il parere del soggetto incaricato della revisione contabile e del collegio sindacale, tenendo conto della consistenza patrimoniale della Società e delle sue prospettive reddituali ("Valore di Riscatto"). Ai fini della determinazione del Valore di Riscatto deve tenersi conto dei privilegi spettanti alle Azioni B nelle distribuzioni di cui al paragrafo 29.1 del presente statuto. Il calcolo del Valore di Riscatto verrà effettuato con riferimento al valore di mercato della classe di Azioni oggetto di riscatto, calcolato all'ultima data di valutazione disponibile, al netto di eventuali costi e spese che la società dovrà sostenere per la dismissione degli investimenti detenuti in portafoglio.

13. Recesso.

13.1. Gli azionisti hanno diritto di recedere nei casi previsti da norme inderogabili di legge.

13.2. Non compete pertanto il diritto di recesso in caso di proroga del termine di durata della società.

13.3. Il diritto di recesso è esercitato mediante lettera raccomandata. La spedizione della raccomandata deve avvenire, a pena di decadenza, entro 15 (quindici) giorni decorrenti:

- dall'iscrizione nel registro delle imprese della deliberazione che ne è causa; ovvero,
- se la specifica causa non consiste in una deliberazione, dal momento in cui l'azionista ha avuto conoscenza della causa di recesso.

Nell'avviso di recesso devono essere elencati:

- le generalità dell'azionista recedente;
- il domicilio eletto dal recedente per le comunicazioni inerenti al procedimento;
- il numero e la categoria delle azioni per le quali il diritto di recesso viene esercitato.

13.4. Il recesso si intende esercitato nel giorno in cui la lettera raccomandata giunge all'indirizzo della sede legale della società.

13.5. Le conversioni automatiche previste dal presente statuto non costituiscono cause di recesso dalla società.

13.6. Le Azioni per le quali è esercitato il diritto di recesso sono inalienabili.

Titolo III. Assemblea

14. Convocazione.

14.1. L'Assemblea deve essere convocata, anche fuori della sede sociale, purché in Italia o in un paese dell'Unione Europea.

14.2. L'Assemblea deve essere convocata dagli amministratori mediante avviso pubblicato nella Gazzetta Ufficiale almeno quindici giorni prima di quello fissato per l'adunanza, contenente l'indicazione del giorno, dell'ora e del luogo dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

14.3. Qualora la società non faccia ricorso al mercato del capitale di rischio, l'Assemblea può, in deroga al comma precedente, essere convocata dagli amministratori mediante lettera raccomandata A.R., fax o raccomandata a mano dariceversi da parte dei soci almeno 8 (otto) giorni prima della data fissata per l'Assemblea, contenente l'indicazione del giorno, dell'ora e del luogo (o dei luoghi eventualmente collegati in audio-video o solo in audio conferenza) dell'adunanza in prima ed eventualmente in seconda convocazione e l'elenco delle materie da trattare.

14.4. In mancanza di tali formalità l'Assemblea è regolarmente costituita quando è presente o rappresentato l'intero capitale sociale e vi partecipa la maggioranza dell'organo amministrativo e di controllo. In tale ultima ipotesi ciascuno degli intervenuti può opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

14.5. Nell'ipotesi di cui al comma che precede dovrà essere data tempestiva comunicazione delle deliberazioni assunte ai componenti dell'organo amministrativo e di controllo non presenti.

15. Competenza. L'Assemblea è ordinaria o straordinaria.

L'Assemblea ordinaria viene convocata almeno una volta all'anno, entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio. Qualora ricorrano i presupposti di cui all'art. 2364 ultimo comma C.C., l'assemblea può essere convocata entro 180 (centottanta) giorni dalla chiusura dell'esercizio.

L'Assemblea straordinaria è convocata per le deliberazioni di sua competenza quando il Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico lo ritengano opportuno. La convocazione dell'Assemblea deve essere fatta senza ritardo quando è inoltrata richiesta ai sensi di legge.

L'Assemblea dei soci può svolgersi anche con intervenuti dislocati in più luoghi collegati con mezzi di telecomunicazione, nel rispetto delle seguenti condizioni, di cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al presidente dell'Assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;
- che siano indicati nell'avviso di convocazione, salvo che si tratti di Assemblea totalitaria, i luoghi collegati con mezzi di telecomunicazione a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente e il soggetto verbalizzante.

16. Partecipazione.

16.1. Possono intervenire in Assemblea i soci a cui spetta il diritto di voto.

16.2. I soci che intendono partecipare all'Assemblea, anche ai fini degli adempimenti di cui all'art. 2370 terzo comma C.C., devono esibire i titoli azionari al fine di dimostrare la legittimazione a partecipare e a votare in Assemblea. Non è richiesto il preventivo deposito delle azioni.

16.3. 1 soci possono farsi rappresentare da altri soci oppure da terzi nel rispetto delle previsioni di cui all'art. 2372 C.C.

17. Presidenza e verbalizzazione.

17.1. L'Assemblea è presieduta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o dall'Amministratore Unico, o da altra persona scelta dai soci presenti.

17.2. Il Presidente, è assistito da un segretario nominato dall'Assemblea o da un Notaio nelle Assemblee straordinarie.

18. Quorum costitutivi e deliberativi. Per la validità delle deliberazioni dell'Assemblea ordinaria in prima convocazione è richiesto l'intervento di tanti azionisti che rappresentino almeno la metà più una azione del capitale sociale, mentre in seconda convocazione le deliberazioni sono valide qualunque sia la parte del capitale intervenuta. L'Assemblea ordinaria delibera con le maggioranze previste dalla legge sia in prima che in seconda convocazione.

L'Assemblea straordinaria, salvo quanto sotto precisato in tema di variazioni di capitale, è validamente costituita e delibera, sia in prima che in seconda convocazione, con la presenza e con il voto favorevole di almeno i due terzi più una azione del capitale sociale. In merito alle deliberazioni che riguardano variazioni del capitale sociale, l'Assemblea straor-

dinaria, sia in prima che in seconda convocazione, è validamente costituita e delibera con i quorum costitutivi e deliberativi previsti dalla legge.

Le deliberazioni sono constatate dal processo verbale firmato dal Presidente, dal Segretario (eventualmente dal Notaio) e eventualmente dagli scrutatori.

19. Assemblea degli azionisti titolari delle azioni di categoria B E C. Per le assemblee dei titolari delle azioni delle categoria B e C si applica il disposto dell'art. 2376 codice civile.

Titolo IV. Amministrazione

20. Composizione, nomina e sostituzione. La società è amministrata da un Consiglio di Amministrazione composto da 3 (tre) a 7 (sette) membri.

La nomina degli amministratori e la determinazione del loro numero spetta all'Assemblea. Essi durano in carica tre esercizi, scadono alla data dell'Assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica, sono rieleggibili, possono essere scelti anche tra i non soci.

21. Presidente. Qualora non vi abbia provveduto l'Assemblea, il Consiglio elegge tra i suoi membri un Presidente. Il Presidente è rieleggibile.

22. Convocazioni, riunioni e deliberazioni del consiglio di amministrazione. Il Consiglio si raduna nella sede sociale o altrove, purché in un Paese dell'Unione Europea, tutte le volte che il Presidente o chi ne fa le veci lo ritenga opportuno, oppure quando ne sia fatta richiesta al Presidente da almeno due amministratori o dai sindaci.

Le convocazioni saranno effettuate dal Presidente con lettera, telegramma o fax da spedirsi almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza e nei casi di urgenza almeno un giorno prima.

Per la validità delle decisioni è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica.

Le deliberazioni relative sono prese a maggioranza di voti dei presenti e in caso di parità di voti è preponderante il voto del Presidente.

È ammessa la possibilità che le riunioni del Consiglio di Amministrazione si tengano per audio-video conferenza o audio-conferenza, a condizione che:

- a) siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il Segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- b) sia possibile identificare con certezza tutti i soggetti partecipanti;
- c) sia possibile per tutti i partecipanti intervenire nella discussione e visionare, ricevere o trasmettere documenti.

23. Poteri. Il Consiglio di Amministrazione è investito dei più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della Società senza eccezioni di sorta e particolarmente sono ad esso riconosciute tutte le facoltà per il raggiungimento degli scopi sociali, che non siano dalla legge o dal presente statuto riservate tassativamente all'Assemblea dei soci.

A norma dell'art. 2443 codice civile, l'organo amministrativo avrà la facoltà di aumentare il capitale sociale di nominali euro 30.000.000 (trenta milioni) da eseguirsi mediante l'emissione di numero 16.000.000 (sedici milioni) di Azioni A con valore nominale di Euro 1,00 (uno virgola zero zero) ciascuna, di 6.000.000 (sei milioni) di Azioni B, con valore nominale di Euro 1,00 (uno virgola zero zero) ciascuna e di 8.000.000 (otto milioni) di Azioni C con valore nominale di Euro 1,00 (uno virgola zero zero) ciascuna. Detto aumento dovrà essere deliberato in una o più volte entro il termine massimo di anni cinque decorrente dalla data di iscrizione della società presso il competente Registro delle Imprese e si intenderà eseguito per l'ammontare pari alle sottoscrizioni raccolte a tale data.

Detto aumento dovrà essere offerto in sottoscrizione prima ai soci e successivamente, per la parte del medesimo che restasse inoperta, potrà essere collocato presso terzi.

L'organo amministrativo, in sede di delibera di aumento del capitale sociale, stabilirà le condizioni per la sottoscrizione dello stesso, i termini e procederà alla determinazione dell'eventuale sovrapprezzo da parametrarsi alla natura del sottoscrittore (se socio o terzo) e al tempo in cui sarà ricevuta la sottoscrizione.

24. Organi delegati.

24.1. Il consiglio di amministrazione può delegare, nei limiti di cui all'articolo 2381 del codice civile e al presente statuto, le proprie attribuzioni ad uno o più dei suoi membri, determinandone i limiti della delega e può altresì delegare a terzi, conferendo le necessarie procure, il potere di compiere singoli atti o categorie di atti, determinandone i relativi poteri. Nel caso di medesime attribuzioni delegate a più membri, la delibera adottata dal consiglio di amministrazione precisa se l'esercizio debba avvenire in via disgiunta o congiunta.

24.2. Il consiglio può nominare direttori generali, designandoli anche fra i membri del consiglio, direttori e procuratori, con firma disgiunta o congiunta, determinandone i poteri e le attribuzioni, nonché mandatarî in genere per la stipula di determinati atti o categorie di atti.

24.3. La nomina dei direttori, vice direttori e procuratori con la determinazione delle rispettive retribuzioni e attribuzioni può anche essere dal consiglio deferita al presidente o a chi ne fa le veci, ai consiglieri delegati e ai direttori generali.

24.4. I consiglieri delegati sono tenuti a riferire al consiglio di amministrazione, con periodicità almeno semestrale, in occasione delle riunioni del consiglio di amministrazione, oppure, qualora particolari esigenze di tempestività lo rendano

preferibile, anche in via diretta, in forma scritta o verbale e/o telefonicamente, sul generale andamento della gestione, sulla sua prevedibile evoluzione e sulle operazioni di maggiore rilievo.

25. Rappresentanza. La firma sociale e la rappresentanza della società in giudizio sono attribuite al Presidente del Consiglio di Amministrazione ed all'Amministratore Delegato disgiuntamente.

Il Consiglio di Amministrazione può anche delegare poteri di amministrazione e la relativa rappresentanza della società, con quelle limitazioni che crede opportune, ad uno o più amministratori, ovvero ad uno o più direttori o procuratori, tanto congiuntamente che separatamente, nonché affidare speciali incarichi ai propri membri o a terzi.

Titolo V. Collegio sindacale

26. Collegio sindacale.

26.1. Il Collegio Sindacale è composto da tre sindaci effettivi e due supplenti che durano in carica tre esercizi, scadono alla data dell'Assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della loro carica e sono rieleggibili.

26.2. La nomina dei Sindaci e del Presidente del Collegio Sindacale è devoluta all'assemblea che determinerà anche il loro compenso per l'intero periodo di durata dell'incarico.

26.3. Il Collegio Sindacale ha i doveri ed i poteri di cui agli articoli 2403 e 2403 bis del Codice Civile ed esercita il controllo contabile salvo il caso in cui ciò non sia consentito dalla legge (essendo la società tenuta alla redazione del bilancio consolidato o facendo la stessa ricorso al mercato del capitale di rischio) e salvo il caso in cui l'assemblea ordinaria deliberi di attribuire il controllo contabile ad un revisore contabile o ad una società di revisione aventi i requisiti prescritti dalle vigenti norme di legge.

26.4. Nel caso in cui il controllo contabile sia esercitato dal Collegio Sindacale, tutti i sindaci devono essere revisori contabili iscritti nell'apposito registro istituito presso il Ministero della Giustizia.

Titolo VI. Controllo contabile

27. Controllo contabile.

27.1. Nell'ipotesi in cui il controllo contabile, per volontà dei soci, non venisse affidato al Collegio Sindacale, lo stesso sarà esercitato da un revisore contabile o da una società di revisione avente i requisiti di legge. Il conferimento e la revoca dell'incarico, i compiti, i poteri e le responsabilità sono disciplinati dalle previsioni di legge in materia.

Titolo VII. Bilanci e distribuzioni

28. Bilancio.

28.1. L'esercizio sociale si chiude al 30 giugno di ogni anno.

28.2. Alla fine di ogni esercizio il consiglio di amministrazione provvede, in conformità alle prescrizioni di legge, alla formazione del bilancio sociale e lo sottopone all'approvazione della assemblea dei soci.

29. Ripartizione degli utili e delle perdite.

29.1. Gli utili netti, risultanti dal bilancio della società sono destinati come segue:

a) in primo luogo, una quota pari al 5% è destinata a riserva legale fino a che la stessa abbia raggiunto la misura di un quinto del capitale sociale;

b) in secondo luogo ed in caso di copertura perdite:

qualora la Riserva Sovrapprezzo Azioni sia stata utilizzata per la copertura di perdite, sarà destinato a tale riserva un ammontare degli utili pari all'ammontare della Riserva Sovrapprezzo Azioni precedentemente utilizzato per la copertura di tali perdite;

qualora eventuali finanziamenti erogati da parte dei soci siano stati utilizzati, mediante rinuncia da parte dei soci medesimi, ad aumenti di capitale a pagamento destinati alla copertura delle perdite, sarà destinato alla Riserva Sovrapprezzo Azioni un ammontare degli utili pari all'ammontare dei finanziamenti soci precedentemente utilizzati per la copertura di tali perdite.

c) in terzo luogo, una quota degli utili netti che residuano una volta dedotta la quota di riserva legale e la quota riservata alla ricostituzione della Riserva Sovrapprezzo Azioni (ai sensi dei precedenti punti a e b) ("Utili Residui") e sempre previa delibera dell'assemblea dei soci sarà destinato alle Azioni B in circolazione ("Dividendo Azioni B"), a prescindere dalla quota del capitale sociale rappresentata dalle stesse.

La misura di tale quota verrà stabilita dalla Assemblea ed il dividendo da erogarsi verrà determinato sulla base dell'Internai Rate of Return ("IRR") realizzato dagli azionisti detentori delle Azioni Ordinarie ("Azionisti A") e delle Azioni C ("Azionisti C"). L'IRR esprime il tasso di attualizzazione che rende nullo il valore attuale dell'investimento e sarà calcolato applicando la seguente formula:

$$\sum_{i=0}^N \frac{A_i}{(1+r)^{\frac{d_i - d_0}{365}}} = 0$$

dove:

- la sommatoria dei risultati ottenuti applicando la formula indicata ad ogni flusso di cassa degli Azionisti A e C;
- N è il numero di manifestazioni dei flussi di cassa degli Azionisti A e C fino alla data di dismissione della partecipazione dagli stessi detenuta nella Società;
- r è l'IRR;
- A_i è il flusso di cassa degli Azionisti A e C alla data *i* esima. Tali flussi di cassa potranno essere sia negativi (quali, a titolo esemplificativo, i versamenti per la sottoscrizione delle azioni, compresi i sovrapprezzi, i versamenti in conto futuro aumento di capitale ed i versamenti a copertura di perdite, i finanziamenti effettuati, anche per la sottoscrizione di prestiti obbligazionari), che positivi (quali, a titolo esemplificativo, le eventuali distribuzioni di capitale in caso di riduzione dello stesso, i dividendi, gli interessi sui finanziamenti soci ed il loro rimborso, la distribuzione di riserve, i corrispettivi realizzati in caso di cessione delle azioni ai terzi, i corrispettivi ottenuti in sede di cessione dei crediti maturati nei confronti della Società) ed al lordo dell'eventuale impatto fiscale;
- (d_i - d₀) è il numero dei giorni trascorsi tra il verificarsi del flusso di cassa A₁ ed il flusso di cassa A₀ ove A₀ è il primo flusso di cassa per gli Azionisti A e C.

In particolare:

- fino al raggiungimento di un IRR pari al 6% da parte degli Azionisti A e C, nessun Dividendo Azioni B verrà erogato;
- oltre questa soglia, verrà erogato un Dividendo Azioni B pari al 20% degli Utili Residui eccedenti la suddetta soglia.

D) in quarto luogo, gli utili che residuino una volta dedotti:

- la quota di riserva legale,
- la quota riservata alla ricostituzione della Riserva Sovrapprezzo Azioni;
- la quota riservata al Dividendo Azioni B;

sarà distribuita pari passu fra le Azioni Ordinarie A e C fatto salva contraria volontà manifestata dall'assemblea dei soci che preveda la loro non distribuibilità.

29.2. Qualora la Riserva Sovrapprezzo Azioni fosse utilizzata per formare la riserva azioni proprie, richiesta dall'articolo 2357-ter del codice civile, in ogni caso di acquisto di azioni proprie, anche in seguito al riscatto di Azioni Ordinarie A e C, l'intero ammontare della riserva azioni proprie che divenisse successivamente disponibile, anche in seguito all'alienazione delle azioni proprie o al loro annullamento, dovrà necessariamente essere nuovamente imputato alla Riserva Sovrapprezzo Azioni.

30. Dividendi.

30.1. Il pagamento dei dividendi avviene nei modi e nei termini fissati dalla deliberazione assembleare che dispone la distribuzione dell'utile agli azionisti.

30.2. I dividendi non riscossi entro i 5 (cinque) anni successivi al giorno in cui sono divenuti esigibili, si prescrivono a favore della società, con imputazione alla riserva straordinaria.

Titolo VIII. Scioglimento e liquidazione della società

31. Scioglimento e liquidazione.

31.1. La società si scioglie per le cause previste dalla legge.

31.2. L'assemblea straordinaria, se del caso convocata dal consiglio di amministrazione, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- (a) il numero dei liquidatori;
- (b) in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio;
- (c) a chi spetta la rappresentanza della società;
- (d) i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- (e) gli eventuali limiti ai poteri dei liquidatori.

Titolo IX. Clausola compromissoria

32. Clausola compromissoria.

32.1. Qualsiasi controversia dovesse insorgere tra i soci ovvero tra i soci e la società che abbia ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, dovrà essere risolta da un arbitro nominato dal Presidente della Camera di Commercio di Treviso,

il quale dovrà provvedere alla nomina entro 30 (trenta) giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente. Nel caso in cui il soggetto designato non vi provveda nel termine previsto, la nomina sarà richiesta dalla parte più diligente al Presidente del Tribunale del luogo in cui ha sede la società.

32.2. La sede del procedimento sarà presso il domicilio dell'arbitro.

32.3. L'arbitro dovrà decidere entro 60 (sessanta) giorni dalla nomina. L'arbitro deciderà in via rituale e secondo diritto. Resta fin d'ora stabilito irrevocabilmente che le risoluzioni e determinazioni dell'arbitro vincoleranno le parti. Le spese dell'arbitrato saranno a carico della parte soccombente salvo diverse decisioni dell'arbitro.

32.4. Sono soggette alla disciplina sopra prevista anche le controversie promosse da amministratori, liquidatori e sindaci ovvero quelle promosse nei loro confronti che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale."

Twelfth resolution

The decisions taken above are submitted to the resolutive condition of the refusal of the transfer of the registered office of the Company by the Italian authorities or any other competent instance.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned. The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith, that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation, and that in case of any divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

Made in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us the notary the present original deed.

Suit la traduction française

L'an deux mille dix, le quinze janvier

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

S'est réunie l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "NETWORKING EUROPEAN INFRASTRUCTURES PARTNERS - NEIP II S.A., SICAR", une société anonyme avec siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 122 213, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 24 novembre 2006, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 326 du 8 mars 2007 dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu en date du 18 décembre 2008 par acte passé par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, publié au Mémorial C numéro 285 du 10 février 2009.

La séance est présidée par Monsieur Angelo DE BERNARDI, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Maître Marianne GOEBEL, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'Assemblée élit comme scrutateur Monsieur Vincenzo MONTANO, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

Le Président prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires, par les membres du bureau et le notaire, sera enregistrée avec le présent acte, ensemble avec les procurations paraphées "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

II. Qu'il appert de ladite liste de présence que toutes les actions sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire. L'assemblée peut dès lors décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires ont eu connaissance avant la présente assemblée.

II. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Approbation du bilan et des comptes de profils et pertes clôturant à la date de tenue de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

2. Abandon du statut SICAR par la Société.

3. Transfert du siège social et de l'établissement principal de la Société du Grand-Duché de Luxembourg 17, rue Beaumont L-1219 Luxembourg, en Italie à Via Vittorio Alfieri n. 1, I-31015 CONEGLIANO (Treviso) et adoption de la nationalité italienne.

4. Déclaration en rapport avec le capital social de la Société.

5. Changement de la forme sociale de la Société d'une société anonyme de droit luxembourgeois en une "Società per Azioni" de droit italien et changement de la dénomination sociale en NEIP II S.p.A. - Infrastrutture e Servizi.

6. Détermination de la durée de la Société et de son objet social.

7. Acceptation de la démission des administrateurs et du réviseur d'entreprises indépendant actuels et décharge.

8. Nomination des membres du Conseil d'administration.

9. Nomination des membres du Conseil des commissaires.

10. Autorisation à conférer à un mandataire avec plein pouvoir de représenter la Société en Italie et d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'effectuer toutes formalités auprès de toutes instances administratives, fiscales et autres en rapport avec le transfert du siège de la Société en Italie et en particulier de procéder au dépôt et à la publication du présent acte et des statuts adoptés par les présentes en Italie et de fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Treviso et/ou toute autre autorité italienne ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg afin d'assurer la continuation de la Société en tant que société de droit italien et la cessation de la Société en tant que société de droit luxembourgeois.

11. Refonte complète des statuts de la Société pour les adapter à la législation italienne.

12. Soumission des décisions proposées à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la Société par les autorités italiennes ou toute autre instance compétente.

13. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'Assemblée, le Président expose les motifs qui ont amené le conseil d'administration à soumettre les propositions mentionnées à l'ordre du jour au vote des actionnaires.

Après avoir délibéré, l'Assemblée générale prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée générale approuve les bilan et compte de profits et pertes de clôture au 15 janvier 2010 (le "bilan intermédiaire") tels que présentés par le Conseil d'administration.

Deuxième résolution

L'Assemblée générale approuve l'abandon à la date des présentes par la Société de son statut de SICAR au sens de la loi du 15 juin 2004 concernant les sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR) telle que modifiée.

Troisième résolution

L'Assemblée générale décide de transférer le siège social et l'établissement principal de la Société du Grand-Duché de Luxembourg L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont à Conegliano (TV) en Italie et d'adopter en conséquence la nationalité italienne de la Société, sans que ce changement de nationalité et le transfert de siège constituent d'un point de vue légal ou fiscal un changement de la personnalité juridique de la Société ou une dissolution de la Société.

Conformément à l'article 111 ter de la réglementation de réalisation du Code civil italien ("Disposizione di attuazione del Codice Civile Italiano"), l'Assemblée générale déclare que la Société aura son siège social à Via Vittorio Alfieri n.1, I-31015 CONEGLIANO (Treviso). L'Assemblée générale constate que cette décision a été prise en conformité avec l'article 67-1 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Quatrième résolution

En accord avec les exigences du droit italien, Mr Angelo DE BERNARDI, en sa qualité de Président du Conseil d'administration et au nom du Conseil d'administration, fait les déclarations suivantes:

Il résulte du bilan intermédiaire qui a été approuvé par l'Assemblée générale que le capital de la Société d'un montant total de 6.500.000.- € (six millions cinq cent mille Euros) a été entièrement souscrit et libéré en conformité avec les exigences du droit luxembourgeois des sociétés commerciales et qu'il n'y a pas de pertes dans le bilan qui requièrent que la Société entreprenne l'une des mesures prévues par les articles 2446 et 2447 du Code civil italien.

Le capital de la Société est et sera égal à 6.500.000.- € (six millions cinq cent mille Euros).

En considération du fait que le changement de nationalité ne donne pas lieu à un changement de la personnalité légale de la Société, de sorte qu'il y a une continuité du statut d'une société luxembourgeoise de type société anonyme en une société italienne de type "Società per Azioni" (tel que décidé ci-après) et que sur base des dispositions luxembourgeoises du droit des sociétés la Société est supposée avoir adopté des mesures suffisantes pour assurer l'existence effective de son capital social souscrit, il n'est pas requis sous le droit italien d'établir une évaluation en rapport avec la valeur nette d'inventaire de la Société.

Le capital de la Société a été entièrement souscrit et il est et restera composé de deux classes d'actions ayant les caractéristiques telles que spécifiées dans les statuts qui seront adoptés sous la résolution 11 ci-dessous. En particulier, le capital social est et restera composé de 6.469.000 (six million quatre cent soixante neuf mille) actions de classe A (ou "actions ordinaires") d'une valeur nominale égale à 1.- € (un Euro) chacune et de 31.000 (trente et un mille) actions de classe B d'une valeur nominale égale à 1.-€ (un Euro) chacune.

Les actions sont détenues par les actuels actionnaires tels qu'indiqués ci-après et seront détenues dans les mêmes proportions par les mêmes actionnaires. Les actions seront représentées par des certificats qui seront émis conformément au droit italien et seront alloués comme suit:

- 3.130.161 actions de Classe A à Assicurazioni Generali S.p.A., une société constituée à Trieste (aujourd'hui Italie, à l'époque sous l'empire asburgique) de droit italien, avec siège social à Piazza Duca degli Abruzzi no. 2 - Trieste, ayant un

capital social de 1.410.113,747.-6 entièrement souscrit et libéré, immatriculée au Registre de Commerce de Trieste sous le numéro 00079760328, code fiscal numéro 00079760328;

- 208.677 actions de Classe A à BancApulia S.p.A., une société constituée à San Severo (Foggia), de droit italien, avec siège social à Via Tiberio Solis no. 40 - San Severo (Foggia), ayant un capital social de 19.700.000.- € entièrement souscrit et libéré, immatriculée au Registre de Commerce de Foggia sous le numéro 00148520711, code fiscal 00148520711;

- 3.130.162 actions de Classe A à Finanziaria Internazionale Luxembourg S.A., une société constituée à Luxembourg, de droit luxembourgeois, avec siège social à 25A Boulevard Royal - L-2449 Luxembourg, ayant un capital social de 5.000.000.-€ entièrement souscrit et libéré, immatriculée au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 75.646;

- 31.000 actions de Classe B à Finint & Partners S.r.l., une société constituée à Conegliano (TV), de droit italien, avec siège social à Via Vittorio Alfieri no 1 - Conegliano (TV), ayant un capital social de 50.000.-6 entièrement souscrit et libéré, immatriculée au Registre de Commerce de Treviso sous le 03571440266, code fiscal numéro 03571440266.

Cinquième résolution

L'Assemblée générale décide de modifier la forme sociale de la Société d'une société anonyme de droit luxembourgeois en une "Società per Azioni" de droit italien et de changer la dénomination sociale de NETWORKING EUROPEAN INFRASTRUCTURES PARTNERS -NEIP II S.A., SICAR en NEIP II S.p.A. - Infrastrutture e Servizi.

Sixième résolution

L'Assemblée générale décide de changer la durée de la Société d'une durée illimitée sous statut luxembourgeois en une durée limitée se terminant le 31 décembre 2022.

Nonobstant cette décision, l'exercice social continuera à clôturer au 30 juin de chaque année (comme précédemment sous statut luxembourgeois):

L'Assemblée générale décide de déterminer l'objet de la Société comme suit:

"OGGETTO

La società ha per oggetto esclusivo l'esercizio nei confronti del pubblico di attività di natura finanziaria indicate all'art. 106 del Testo Unico delle leggi in Materia Bancaria e Creditizia. In particolare, la società, nell'ambito della predetta attività, ha ad oggetto, l'esercizio nei confronti del pubblico dell'attività di assunzione di partecipazioni, intesa quale attività di acquisizione, detenzione e gestione dei diritti, rappresentati o meno da titoli, sul capitale di altre società e/o imprese, e di concessione di finanziamenti tramite la sottoscrizione di strumenti finanziari definiti dall'art. 1, comma 2, d. lgs. n. 58 del 24 febbraio 1998. Viene espressamente esclusa la attività di concessioni di finanziamenti nei confronti del pubblico nella forma di rilascio di garanzie.

La società potrà svolgere le suddette attività anche al di fuori della propria sede nel rispetto delle disposizioni di legge vigenti.

La società potrà, inoltre, esercitare tutte le attività e compiere tutti gli atti e le operazioni strumentali o connesse alle attività di natura finanziaria sopra descritte, consentite dalla vigente normativa quali, a titolo esemplificativo, lo studio, la ricerca, l'analisi e la consulenza in materia economica e finanziaria, la gestione di immobili ad uso funzionale, la gestione di servizi informatici o di elaborazione dati ai fini della loro mera manipolazione, la formazione e l'addestramento del personale, l'assistenza alle imprese in materia finanziaria. La società, in via strumentale e del tutto occasionale e nei limiti consentiti dalla normativa vigente potrà, ai fini del raggiungimento dell'oggetto sociale, acquistare, vendere, permutare, dare e prendere in affitto immobili ad uso funzionale, intrattenere rapporti bancari e compiere qualsiasi altra operazione di natura mobiliare ed immobiliare, finanziaria, assicurativa e commerciale, nonché compiere tutto quanto abbia attinenza con lo scopo sociale e sia ritenuto utile al suo raggiungimento.

È fatto divieto di esercitare ogni e qualsiasi attività non consentita ai soggetti iscritti nell'elenco di cui all'articolo 106 del Testo Unico delle leggi in Materia Bancaria e Creditizia e comunque l'attività bancaria, l'esercizio professionale dell'attività di intermediazione mobiliare, ogni altra attività oggetto di diversa privativa di legge e quelle vietate dalla presente e futura legislazione".

Septième résolution

L'Assemblée générale prend acte de la démission des administrateurs actuels Mr Andrea DE VIDO, Mr Angelo DE BERNARDI, Mr Federico FRANZINA et Mr Vincenzo MONTANO et du réviseur d'entreprises indépendant, la société anonyme ERNST & YOUNG S.A., et les accepte. Décharge leur est accordée pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à la date de la présente assemblée.

Huitième résolution

L'Assemblée générale décide de choisir le système traditionnel italien de l'administration et de confier l'administration de la Société à un conseil d'administration composé des trois personnes suivantes:

- DE VIDO Andrea, né à Trévise (Italie) le 13 novembre 1955, demeurant professionnellement à Via Vittorio Alfieri no. 1 - I-31015 Conegliano (Trévise) - Italie, nationalité italienne, code fiscal: DVD NDR 55S13 L407R;

- TONUSSI, Domenico, né à Motta di Livenza (Trévis) - Italie le 15 juillet 1967, demeurant professionnellement à Via Vittorio Alfieri no. 1 - I-31015 Conegliano (Trévis) - Italie, nationalité italienne, code fiscal: TNS DNC 67L15 F770E;

- SOLLAZZO, Bruno, né à Trieste - Italie le 17 janvier 1961, demeurant professionnellement à Piazza Duca degli Abruzzi, 2 - I-34132 Trieste, nationalité italienne, code fiscal: SLLBRN61A17L424L.

Ils sont autorisés à exercer les pouvoirs tels que définis à l'article 23 des statuts tels qu'adoptés sous la résolution 11 ci-dessous. Leur mandat est fixé à 3 (trois) exercices sociaux et se terminera à la date de l'Assemblée générale qui approuvera le bilan au 30 juin 2012. L'Assemblée générale nomme Président du conseil d'administration Mr. Andrea DE VIDO et reconnaît que le pouvoir de représenter la Société lui est donné conformément à l'article 25 des statuts tels qu'adoptés sous la résolution 11 ci-dessous.

Neuvième résolution

L'Assemblée générale décide de confier le contrôle de la Société à un conseil des commissaires composé:

Des trois personnes suivantes comme membres permanents:

- TERRIN, Gaetano, né à Padoue (Italie) le 16 juillet 1960, demeurant professionnellement à Via Niccolò Tommaseo n. 60 - I-35131 Padoue, nationalité italienne, code fiscal: TRR GTN 60L16 G224Z;

- CORTELLAZZO, Andrea, né à Padoue (Italie) le 4 août 1969, demeurant à Via Roma no. 108 - I-35122 Padoue, nationalité italienne, code fiscal: CRT NDR 69M04 G224Q;

- CRISTIN, Paolo, né à Trieste (Italie) le 1^{er} juillet 1977, demeurant à Via Garzarolli no. 77 - I-34170 Gorizia, nationalité italienne, code fiscal: CRS PLA 77L01 L424I;

des deux personnes suivantes comme membres suppléants:

- GALLIO, Fabio, né à Padoue (Italie) le 26 septembre 1970, demeurant à Via Jacopone da Todi no. 5 - I-35125 Padoue, nationalité italienne, code fiscal: GLL FBA 70P26 G224Q;

- BASILE, Salvatore, né à Padoue (Italie) le 7 septembre 1969, demeurant à Via Shumann no. 5 - I-35132 Padoue, nationalité italienne, code fiscal: BSL SVT 69P07 G224F.

Leur mandat est fixé à 3 (trois) exercices sociaux et viendra à expiration en 2012 à la date de l'Assemblée générale qui approuvera le bilan au 30 juin 2012.

L'Assemblée générale reconnaît que les membres du conseil des commissaires, conformément à l'article 2400 du code civil italien ont remis aux actionnaires la liste des sociétés dans lesquelles ils exercent une fonction de dirigeant ou de commissaire et qu'ils possèdent les qualifications nécessaires pour être élus, comme ils sont tous inscrits au Registre des Réviseurs comptables ("Registro dei Revisori Contabili") c/o Ministère de la Justice italien ("Ministero della Giustizia"). En particulier:

- Mr. TERRIN Gaetano en vertu des stipulations dans le Mémorial italien ("Gazzetta Ufficiale") numéro 31 bis du 21 avril 1995;

- Mr. CORTELLAZZO Andrea en vertu des stipulations dans le Mémorial italien ("Gazzetta Ufficiale") "supplément ordinaire série spéciale n. 14" du 18 février 2000;

- Mr. CRISTIN Paolo en vertu des stipulations dans le Mémorial italien ("Gazzetta Ufficiale") "supplément n. 14" du 16 février 2007;

- Mr. GALLIO Fabio en vertu des stipulations dans le Mémorial italien ("Gazzetta Ufficiale") numéro 84 du 22 octobre 2002;

- Mr. BASILE Salvatore en vertu des stipulations dans le Mémorial italien ("Gazzetta Ufficiale") "4^o série supplément spécial n. 13" du 13 février 2001;

L'Assemblée générale décide de nommer Président du conseil des commissaires Mr Gaetano TERRIN et confie au conseil des commissaires le contrôle de la comptabilité de la Société aussi longtemps que la Société doit établir des bilans consolidés ou est admise à la bourse tel que prévu par l'article 2409 bis du Code civil italien.

L'Assemblée générale décide que l'appropriation des résultats annuels ainsi que toute distribution seront déterminées conformément à l'article 29 des statuts tels qu'adoptés sous la résolution 11 ci-dessous.

Dixième résolution

L'Assemblée générale donne mandat à Monsieur Piergiorgio Fantin né à Konstanz le 22 août 1970, employé, domicilié à Via Vittorio Alfieri n. 1, I-31015 Conegliano (Treviso), Italie, avec plein pouvoir de représenter la Société en Italie et d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'effectuer toutes formalités auprès de toutes instances administratives, fiscales et autres en rapport avec le transfert du siège de la société en Italie; en particulier le mandataire aura pleins pouvoirs pour faire enregistrer le présent acte auprès d'un notaire italien qui sera autorisé à donner à quiconque le requiert une copie certifiée conforme et qui procédera au dépôt et à la publication du présent acte et des statuts adoptés par les présentes en Italie au Registre de Commerce de Treviso (Italie). Le mandataire a tous pouvoirs de fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Treviso et/ou toute autre autorité italienne ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg afin d'assurer la continuation de la Société en tant que société de droit italien et la cessation de la Société en tant que société de droit luxembourgeois.

Le mandataire veillera encore à ce que la nomination des administrateurs et celle des commissaires de la Société soit dûment inscrite en Italie.

Le mandataire est en outre autorisé de donner toute information additionnelle en rapport avec le présent acte qui pourra être requis aux fins d'enregistrer l'acte en Italie et d'inscrire la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de Treviso (Italie).

Tous les documents sociaux relatifs à la période antérieure au transfert du siège social en Italie et relatifs à la période pendant laquelle la Société avait son siège social au Luxembourg seront conservés pendant une période de 5 (cinq) ans à l'ancien siège social de la société au Luxembourg.

Onzième résolution

L'Assemblée générale décide de modifier les statuts de la Société afin de refléter l'abandon du statut de Sicar et pour les adapter à la législation italienne et ainsi d'adopter de nouveaux statuts, composés de 32 (trente-deux) articles ayant pour objet de définir, entre autres, l'objet social, la durée et l'administration de la Société. La nouvelle rédaction des statuts est comme suit:

"STATUTO

Titolo I. Costituzione - Denominazione - Sede - Durata - Oggetto - Domicilio

1. Costituzione e denominazione.

1.1. È costituita una società per azioni denominata "NEIP II S.p.A.- Infrastrutture e servizi".

2. Sede.

2.1. La società ha sede legale in Conegliano (Treviso).

2.2. La società, con delibera del consiglio di amministrazione, può istituire e/o sopprimere, nei modi di legge, sia in Italia sia all'estero, sedi secondarie, filiali, succursali, rappresentanze o unità locali comunque denominate.

3. Durata.

3.1. La durata della società è stabilita al 31 dicembre 2022 e potrà essere prorogata, una o più volte, mediante deliberazione dell'assemblea, senza che ciò possa dar luogo al diritto di recesso dalla società.

4. Oggetto.

4.1. La società ha per oggetto esclusivo l'esercizio nei confronti del pubblico di attività di natura finanziaria indicate all'art. 106 del Testo Unico delle leggi in Materia Bancaria e Creditizia. In particolare, la società, nell'ambito della predetta attività, ha ad oggetto, l'esercizio nei confronti del pubblico dell'attività di assunzione di partecipazioni, intesa quale attività di acquisizione, detenzione e gestione dei diritti, rappresentati o meno da titoli, sul capitale di altre società e/o imprese, e di concessione di finanziamenti tramite la sottoscrizione di strumenti finanziari definiti dall'art. 1, comma 2, d. lgs. n. 58 del 24 febbraio 1998. Viene espressamente esclusa la attività di concessioni di finanziamenti nei confronti del pubblico nella forma di rilascio di garanzie.

4.2. La società potrà svolgere le suddette attività anche al di fuori della propria sede nel rispetto, delle disposizioni di legge vigenti.

4.3. La società potrà, inoltre, esercitare tutte le attività e compiere tutti gli atti e le operazioni strumentali o connesse alle attività di natura finanziaria sopra descritte, consentite dalla vigente normativa quali, a titolo esemplificativo, lo studio, la ricerca, l'analisi e la consulenza in materia economica e finanziaria, la gestione di immobili ad uso funzionale, la gestione di servizi informatici o di elaborazione dati ai fini della loro mera manipolazione, la formazione e l'addestramento del personale, l'assistenza alle imprese in materia finanziaria.

4.4. La società, in via strumentale e del tutto occasionale e nei limiti consentiti dalla normativa vigente potrà, ai fini del raggiungimento dell'oggetto sociale, acquistare, vendere, permutare, dare e prendere in affitto immobili ad uso funzionale, intrattenere rapporti bancari e compiere qualsiasi altra operazione di natura mobiliare ed immobiliare, finanziaria, assicurativa e commerciale, nonché compiere tutto quanto abbia attinenza con lo scopo sociale e sia ritenuto utile al suo raggiungimento.

4.5. È fatto divieto di esercitare ogni e qualsiasi attività non consentita ai soggetti iscritti nell'elenco di cui all'articolo 106 del Testo Unico delle leggi in Materia Bancaria e Creditizia e comunque l'attività bancaria, l'esercizio professionale dell'attività di intermediazione mobiliare, ogni altra attività oggetto di diversa privativa di legge e quelle vietate dalla presente e futura legislazione.

Titolo II. Capitale sociale - Azioni - Trasferimento - Riscatto - Recesso

5. Capitale sociale, azioni, strumenti finanziari e finanziamenti.

5.1. Il capitale sociale è determinato in Euro 6.500.000,00 (sei milioni cinquecentomila virgola zero zero), rappresentato da n. 6.500.000 (sei milioni cinquecentomila) azioni del valore nominale di Euro 1,00 (uno virgola zero zero) ciascuna, così suddiviso:

- numero 6.469.000 (sei milioni quattrocento sessantanove mila) pari al 99.52% (novantanove virgola cinquantadue per cento) azioni costituenti la categoria A ("Azioni A" o "Azioni Ordinarie");

- numero 31.000 (trentuno mila) pari allo 0,48% (zero virgola quarantotto per cento) azioni di categoria B ("Azioni B").

5.2. Il capitale sociale, oltre che da Azioni Ordinarie e Azioni B, potrà essere rappresentato, comunque nei limiti di cui all'articolo 2351 del Codice Civile, anche da azioni di categoria C ("Azioni C"). Le Azioni A, B e C sono nel seguito definite collettivamente "Azioni". Esse sono fornite dei diritti previsti nel presente statuto.

5.3. Tutte le Azioni appartenenti alla medesima categoria hanno le medesime caratteristiche e conferiscono i medesimi diritti, come stabilito dalla legge e dallo statuto.

5.4. Le Azioni Ordinarie conferiscono i seguenti diritti ed hanno le seguenti caratteristiche:

- sono liberamente trasferibili fatto salvo quanto previsto dal presente statuto;
- attribuiscono il diritto di voto nelle delibere assembleari sia in sede ordinaria che in sede straordinaria;
- conferiscono il diritto di prelazione secondo quanto specificato nell'articolo 11 del presente statuto;
- conferiscono il diritto agli utili secondo quanto specificato nell'articolo 29.1 del presente statuto.

5.5. Le Azioni B conferiscono i seguenti diritti ed hanno le seguenti caratteristiche:

- sono liberamente trasferibili fatto salvo quanto previsto dal presente statuto;

- sono prive del diritto di voto sia nell'assemblea ordinaria che nell'assemblea straordinaria fatta eccezione per le delibere aventi ad oggetto il trasferimento della sede legale all'estero, l'emissione di nuove categorie di azioni speciali, la variazione dell'oggetto sociale e della forma giuridica della società, la riduzione del capitale sociale, la conversione delle Azioni B in Azioni Ordinarie, per le quali è necessario il voto favorevole dei titolari delle Azioni B;

- conferiscono il privilegio nella distribuzione degli utili specificato nell'articolo 29.1.C;

- sono postergate alle Azioni Ordinarie ed alle Azioni C nel ripianamento delle perdite;

- in caso di riduzione del capitale sociale per perdite, quindi, dette azioni di categoria B ne subiranno gli effetti soltanto dopo che siano state integralmente annullate le Azioni Ordinarie e le Azioni C. In tal caso, ove si proceda ad un aumento di capitale conseguente ad una precedente riduzione del capitale per perdite gravanti sulle sole Azioni Ordinarie o Azioni C, il diritto di opzione sulle azioni di nuova emissione sarà attribuito in ragione della ripartizione del capitale sociale anteriore alla riduzione per perdite;

- non danno diritto alla distribuzione, né durante la vita della società, né all'atto della sua liquidazione, della riserva sovrapprezzo formatasi con il versamento dell'eventuale sovrapprezzo dovuto per la sottoscrizione delle Azioni A e C, sia in sede di emissione delle Azioni A e C, sia successivamente ("Riserva Sovrapprezzo Azioni").

5.6. Le Azioni C conferiscono i medesimi diritti ed hanno le medesime caratteristiche della Azioni Ordinarie, ma sono prive del diritto di voto sia nell'assemblea ordinaria che nell'assemblea straordinaria fatta eccezione per le delibere aventi ad oggetto il trasferimento della sede legale all'estero, l'emissione di nuove categorie di azioni speciali, la variazione dell'oggetto sociale e della forma giuridica della società, la riduzione del capitale sociale, la conversione delle Azioni B in Azioni Ordinarie, per le quali è necessario il voto favorevole dei titolari delle Azioni C.

5.7. Le Azioni sono indivisibili. In caso di comproprietà, i diritti dei contitolari sono esercitati da un rappresentante comune ai sensi dell'articolo 2347 del codice civile.

5.8. Le Azioni sono nominative. Ai sensi dell'articolo 2346, comma 1, del codice civile, le Azioni sono rappresentate da certificati azionari e la legittimazione all'esercizio dei diritti sociali spetta in virtù dell'iscrizione nel libro dei soci.

È fatta salva la possibilità che le Azioni, qualora ciò sia imposto dalla legge in dipendenza della negoziazione in mercati regolamentati o qualora sia comunque deciso dal Consiglio di Amministrazione e debitamente annotato sul libro dei soci, siano rappresentate secondo le norme vigenti per il sistema di gestione accentrata degli strumenti finanziari negoziati in mercati regolamentati.

6. Finanziamenti degli azionisti.

6.1. I finanziamenti degli azionisti con diritto a restituzione della somma versata potranno essere effettuati nel rispetto delle norme in vigore e sempre che ricorrano i requisiti che non fanno considerare detti finanziamenti attività di raccolta del risparmio ai sensi della normativa in materia bancaria e creditizia.

6.2. Tali finanziamenti concessi dagli azionisti alla società possono essere fruttiferi o, in deroga alla presunzione stabilita dall'art. 1282 del codice civile, anche a titolo completamente gratuito. I versamenti degli azionisti in conto capitale sono, in ogni caso, infruttiferi di interessi.

7. Strumenti finanziari.

7.1. La società può emettere strumenti finanziari partecipativi ai sensi dell'articolo 2346 del Codice Civile, forniti di diritti patrimoniali od anche di diritti amministrativi, in conformità alle disposizioni applicabili. Con la deliberazione di emissione vengono stabilite le caratteristiche degli strumenti finanziari emessi, precisando, in particolare, i diritti che essi conferiscono, le sanzioni nel caso di inadempimento delle prestazioni promesse e le eventuali cause di decadenza o riscatto.

8. Domicilio dei soci. Il domicilio degli azionisti per i loro rapporti con la società è quello risultante dal libro dei soci.

9. Aumento e riduzione del capitale sociale.

9.1. Il capitale sociale può essere aumentato a pagamento mediante conferimenti di denaro, beni, crediti e/o complessi aziendali, ovvero a titolo gratuito, mediante passaggio a capitale di riserve e/o di altri fondi disponibili.

9.2. In caso di aumenti di capitale a pagamento, agli azionisti spetta il diritto di opzione ai sensi dell'articolo 2441 del codice civile.

9.3. L'assemblea straordinaria può deliberare la riduzione del capitale sociale anche mediante assegnazione agli azionisti o a gruppi di azionisti di determinate attività sociali o di azioni o di quote di altre imprese, nelle quali la società abbia compartecipazione, il tutto nei limiti previsti dagli articoli 2327 e 2413 del codice civile e con rispetto del diritto degli azionisti alla parità di trattamento.

10. Vincoli.

10.1. In caso di pegno o usufrutto di Azioni il diritto di voto spetta all'azionista, senza facoltà di convenzione contraria, in deroga all'articolo 2352 del codice civile.

11. Prelazione.

A) Le Azioni Ordinarie e le Azioni C sono trasferibili per atto tra vivi nel rispetto di quanto previsto nelle lettere seguenti del presente Articolo 11, salvo che non ci sia il consenso di tutti i soci al trasferimento medesimo, con conseguente rinuncia al diritto di prelazione.

B) Fatto salvo quanto previsto dalle lettere G), I) ed L) del presente Articolo 11, l'azionista che abbia sottoscritto Azioni Ordinarie o Azioni C e che intenda trasferire, vendere o comunque disporre delle proprie azioni e dei diritti di opzione nella Società, in tutto od in parte, sotto qualsiasi forma, anche mediante la costituzione di usufrutto ed in base a qualsiasi negozio (vendita, permuta, conferimento, ecc.), anche a titolo gratuito, od in dipendenza di qualsiasi delibera od atto societario ("Azionista Offerente"), dovrà prima offrirle agli altri azionisti che abbiano sottoscritto Azioni Ordinarie o Azioni C, ai quali spetta il diritto di prelazione sull'intero ammontare - ed esclusivamente sull'intero ammontare - delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C offerte in vendita (eventualmente anche in via congiunta fra loro da più azionisti), mediante invio di offerta scritta ("Offerta"), con lettera raccomandata A.R., all'indirizzo degli altri azionisti indicato ai sensi dell'Articolo 2 del presente statuto, con copia di tale offerta inviata alla Società. L'Azionista Offerente dovrà specificare in tale Offerta il numero di Azioni Ordinarie o di Azioni C offerte, il prezzo unitario offerto per ciascuna azione, il nome del cessionario ed i principali termini e condizioni della prospettata alienazione. Nel caso in cui (i) il corrispettivo per l'acquisto delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C offerte in prelazione non sia costituito in tutto o in parte da denaro, ovvero (ii) il trasferimento delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C della Società consegua alla fusione del socio persona giuridica, proprietario delle stesse, in una società diversa da una Affiliata (come di seguito definita) dello stesso socio, ovvero ancora, (iii) il trasferimento delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C della Società consegua alla scissione, anche parziale, del socio persona giuridica in una società diversa da una sua Affiliata (come di seguito definita), ovvero infine (iv) il trasferimento delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C della Società consegua all'intervenuto scioglimento del socio persona giuridica, mediante cessione o assegnazione dei beni dello stesso socio ad un soggetto diverso da una sua Affiliata (come di seguito definita), l'Azionista Offerente dovrà indicare nell'Offerta l'equivalente valore in denaro al quale la prelazione può essere esercitata. Ove gli altri azionisti (titolari del diritto di prelazione) non siano d'accordo su detto valore, il valore equivalente in denaro sarà determinato in modo vincolante da un collegio di tre arbitratoti, con decisione che sarà ritenuta come espressione della volontà delle parti.

Un arbitratore sarà nominato dall'Azionista Offerente, uno sarà nominato congiuntamente dagli azionisti che intendono esercitare la prelazione ed il terzo, quale presidente, dai due suddetti arbitratoti; in caso di disaccordo, il terzo arbitratore, come pure il secondo arbitratore non nominato dalla parte, verranno nominati, su richiesta della parte più diligente, dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti di Treviso. Il Collegio di Arbitratoti dovrà essere costituito entro 15 (quindici) giorni dal ricevimento dell'Offerta da parte dell'ultimo azionista e dovrà assumere le proprie determinazioni nei successivi 30 (trenta) giorni; la decisione assunta dovrà quindi essere comunicata immediatamente a tutti gli azionisti. Ove si applichi la suddetta procedura, i termini per l'esercizio della prelazione saranno corrispondentemente sospesi.

Ai fini del presente Articolo, l'Azionista Offerente deve comunicare agli altri azionisti, secondo le modalità sopra precisate, anche le eventuali offerte di acquisto che siano condizionate a preventive verifiche, revisioni ed ispezioni della Società, fermo restando l'impegno del potenziale acquirente a svolgere dette revisioni ed ispezioni nel rispetto delle norme di legge e degli usuali obblighi di riservatezza. In tal caso l'Azionista Offerente dovrà indicare nell'Offerta i termini e la durata di tali verifiche, revisioni ed ispezioni. Per l'esecuzione di tali revisioni e verifiche dovrà essere rispettato quanto disposto dalla successiva lettera E).

C) Entro 15 (quindici) giorni dalla data di ricevimento dell'offerta o, nel caso di offerta di acquisto non in denaro entro 15 (quindici) giorni dal completamento della procedura di cui alla lettera B) che precede ("Periodo di Esercizio"), gli altri azionisti possono esercitare il diritto di prelazione in proporzione alla partecipazione rispettivamente da essi posseduta nella Società, mediante invio di una dichiarazione scritta in tal senso all'Azionista Offerente con lettera raccomandata A.R. (copia della quale deve essere inviata anche alla Società). Tale lettera dovrà contenere l'accettazione dell'Offerta, ai termini ed alle condizioni tutti indicati dall'Azionista Offerente, ovvero, nel caso di offerta di acquisto non in denaro, l'accettazione dell'equivalente valore in denaro comunicato dall'Azionista Offerente o, se del caso, determinato dal collegio di arbitratoti di cui alla precedente lettera B). Gli azionisti che accettano l'Offerta possono indicare, nell'accettazione della stessa, se

essi intendano acquistare, sempre in proporzione alla propria partecipazione, le eventuali Azioni Ordinarie o Azioni C non acquistate da altri azionisti che non abbiano esercitato il proprio diritto di prelazione, fermo restando che se, a seguito dell'esercizio del diritto di prelazione, non viene acquistata l'intera partecipazione sociale offerta in vendita, il diritto di prelazione non si intenderà validamente esercitato.

D) Qualora, allo scadere del Periodo di Esercizio, gli altri azionisti non abbiano esercitato il proprio diritto di prelazione con riferimento all'intero ammontare delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C oggetto dell'Offerta, l'Azionista Offerente è libero di alienare le Azioni Ordinarie o le Azioni C all'acquirente indicato nell'Offerta, a condizione che tale alienazione sia perfezionata entro 45 (quarantacinque) giorni dalla scadenza del Periodo di Esercizio ad un prezzo non inferiore ed a termini e condizioni non meno favorevoli del prezzo e dei termini e condizioni indicati nell'Offerta.

Qualora siffatta alienazione non sia perfezionata nel suddetto termine di 45 (quarantacinque) giorni, l'Azionista Offerente dovrà nuovamente offrire le Azioni Ordinarie o le Azioni C agli altri azionisti secondo la procedura sopra descritta salvo che gli altri azionisti rinunzino per iscritto al proprio diritto di prelazione.

E) Nell'ipotesi in cui il prospettato acquirente abbia condizionato l'efficacia della propria proposta a preventive verifiche ed ispezioni della Società, gli altri azionisti, qualora decidano di non esercitare la prelazione ai sensi del presente Articolo 11, permetteranno all'Azionista Offerente ed al prospettato acquirente di compiere, subordinatamente alla sottoscrizione ed accettazione di un patto di confidenzialità da parte del terzo acquirente, tali verifiche ed ispezioni in conformità ai termini ed alle condizioni indicate nell'Offerta. Non appena tali verifiche e ispezioni saranno completate, l'Azionista Offerente dovrà comunicare agli altri azionisti, mediante lettera raccomandata A.R., inviata in copia alla Società, la decisione definitiva del prospettato acquirente di procedere all'acquisto, nonché i relativi termini e condizioni, allo scopo di offrire nuovamente in prelazione le Azioni Ordinarie o le Azioni C agli altri azionisti ai sensi delle disposizioni del presente Articolo 11, ove i nuovi termini e condizioni siano meno favorevoli di quelli indicati nell'Offerta di cui alla lettera B).

F) Qualora, ed in qualsiasi momento, l'Azionista Offerente intenda trasferire, vendere le proprie Azioni Ordinarie o comunque disporre, mediante cessione ad un terzo ad un prezzo inferiore rispetto a quello indicato nell'Offerta, l'Azionista Offerente dovrà offrire nuovamente le Azioni Ordinarie o le Azioni C agli altri azionisti in conformità alle disposizioni del presente Articolo. Qualora gli altri azionisti non esercitino, nei termini di cui alla lettera C) che precede, il diritto di prelazione a loro spettante a seguito e per effetto della nuova Offerta, si applicheranno le disposizioni di cui alla lettera D).

G) Ferme restando le altre disposizioni della presente lettera G), ciascun azionista potrà trasferire, vendere o comunque disporre in tutto o in parte delle proprie Azioni Ordinarie o Azioni C mediante cessione (i) a una qualsiasi o a più società da esso controllate (direttamente o indirettamente), (ii) a qualsiasi società da cui sia controllato (direttamente o indirettamente) (una "Capogruppo") o (iii) a una qualsiasi o a più società controllate (direttamente o indirettamente) da una Capogruppo (tali cessionari saranno di seguito definiti anche gli "Affiliati"), a condizione che l'Affiliato si assuma tutti gli impegni ed obblighi inerenti le Azioni Ordinarie o le Azioni C, esistenti in capo ai suoi danti causa, nonché gli obblighi di cessione di cui al successivo capoverso. Ai fini della presente lettera G), una società sarà considerata come controllata da altra società, qualora rispetto ad essa si verifichi quanto previsto all'articolo 2359 del Codice Civile, primo comma, numeri 1 e 2.

Nell'ipotesi in cui il cessionario di cui alla presente lettera G) cessi di essere un Affiliato dell'Azionista Offerente e l'Azionista Offerente sia ancora un'azionista della Società, il cessionario dovrà vendere all'Azionista Offerente (e l'Azionista Offerente dovrà ricomprare) le Azioni Ordinarie o le Azioni C della Società entro 10 (dieci) giorni dalla data in cui si sia verificato detto evento, a meno che gli altri azionisti rinuncino per iscritto al diritto di richiedere tale acquisto. Nell'ipotesi in cui il cessionario cessi di essere un Affiliato dell'Azionista Offerente e l'Azionista Offerente non sia più un azionista della Società, il cessionario dovrà vendere, entro 10 (dieci) giorni dalla data in cui si sia verificato detto evento, le Azioni Ordinarie o le Azioni C della Società all'originario Azionista Offerente o ad uno dei suoi Affiliati (e l'Azionista Offerente o uno dei suoi Affiliati dovranno riacquistare tali Azioni Ordinarie o Azioni C), a meno che gli altri azionisti rinuncino per iscritto al diritto di richiedere tale riacquisto.

H) Il diritto di prelazione previsto al presente Articolo 11 si applica anche nell'ipotesi di cessione dei diritti di opzione, spettanti agli azionisti in caso di aumento di capitale della Società per il tramite dell'emissione di nuove Azioni Ordinarie o di nuove Azioni C.

I) Il diritto di prelazione di cui al presente Articolo 11 non opererà (i) in ipotesi di assegnazione delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C possedute da un socio persona giuridica nella Società a seguito dell'intervenuto scioglimento del socio persona giuridica, a condizione che le Azioni Ordinarie o le Azioni C vengano attribuite o cedute ad uno o più Affiliati dello stesso socio, (ii) in ipotesi di fusione del socio in una Affiliata e (iii) in ipotesi di trasferimento delle Azioni Ordinarie o delle Azioni C della Società ad una Affiliata del socio per effetto di una scissione (anche parziale) del socio della Società.

L) La Società non iscriverà nel libro soci e non annoterà sul certificato azionario il nominativo dell'acquirente che abbia acquistato una partecipazione nel capitale sociale della Società in violazione di quanto previsto nel presente Articolo 11.

12. Riscatto. Nel rispetto di quanto previsto dall'articolo 2437 sexies del Codice Civile e dalle altre norme da detto articolo richiamate, la società ha la facoltà di riscattare le Azioni A e C fino al limite massimo previsto dalla legge. Il riscatto è effettuato ad un corrispettivo determinato dal Consiglio di Amministrazione, sentito il parere del soggetto incaricato della revisione contabile e del collegio sindacale, tenendo conto della consistenza patrimoniale della Società e delle sue prospettive reddituali ("Valore di Riscatto"). Ai fini della determinazione del Valore di Riscatto deve tenersi conto dei

privilegi spettanti alle Azioni B nelle distribuzioni di cui al paragrafo 29.1 del presente statuto. Il calcolo del Valore di Riscatto verrà effettuato con riferimento al valore di mercato della classe di Azioni oggetto di riscatto, calcolato all'ultima data di valutazione disponibile, al netto di eventuali costi e spese che la società dovrà sostenere per la dismissione degli investimenti detenuti in portafoglio.

13. Recesso.

13.1. Gli azionisti hanno diritto di recedere nei casi previsti da norme inderogabili di legge.

13.2. Non compete pertanto il diritto di recesso in caso di proroga del termine di durata della società.

13.3. Il diritto di recesso è esercitato mediante lettera raccomandata. La spedizione della raccomandata deve avvenire, a pena di decadenza, entro 15 (quindici) giorni decorrenti:

- dall'iscrizione nel registro delle imprese della deliberazione che ne è causa; ovvero,
- se la specifica causa non consiste in una deliberazione, dal momento in cui l'azionista ha avuto conoscenza della causa di recesso.

Nell'avviso di recesso devono essere elencati:

- le generalità dell'azionista recedente;
- il domicilio eletto dal recedente per le comunicazioni inerenti al procedimento;
- il numero e la categoria delle azioni per le quali il diritto di recesso viene esercitato.

13.4. Il recesso si intende esercitato nel giorno in cui la lettera raccomandata giunge all'indirizzo della sede legale della società.

13.5. Le conversioni automatiche previste dal presente statuto non costituiscono cause di recesso dalla società.

13.6. Le Azioni per le quali è esercitato il diritto di recesso sono inalienabili.

Titolo III. Assemblea

14. Convocazione.

14.1. L'Assemblea deve essere convocata, anche fuori della sede sociale, purché in Italia o in un paese dell'Unione Europea.

14.2. L'Assemblea deve essere convocata dagli amministratori mediante avviso pubblicato nella Gazzetta Ufficiale almeno quindici giorni prima di quello fissato per l'adunanza, contenente l'indicazione del giorno, dell'ora e del luogo dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

14.3. Qualora la società non faccia ricorso al mercato del capitale di rischio, l'Assemblea può, in deroga al comma precedente, essere convocata dagli amministratori mediante lettera raccomandata A.R., fax o raccomandata a mano dariceversi da parte dei soci almeno 8 (otto) giorni prima della data fissata per l'Assemblea, contenente l'indicazione del giorno, dell'ora e del luogo (o dei luoghi eventualmente collegati in audio-video o solo in audio conferenza) dell'adunanza in prima ed eventualmente in seconda convocazione e l'elenco delle materie da trattare.

14.4. In mancanza di tali formalità l'Assemblea è regolarmente costituita quando è presente o rappresentato l'intero capitale sociale e vi partecipa la maggioranza dell'organo amministrativo e di controllo. In tale ultima ipotesi ciascuno degli intervenuti può opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

14.5. Nell'ipotesi di cui al comma che precede dovrà essere data tempestiva comunicazione delle deliberazioni assunte ai componenti dell'organo amministrativo e di controllo non presenti.

15. Competenza. L'Assemblea è ordinaria o straordinaria.

L'Assemblea ordinaria viene convocata almeno una volta all'anno, entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio. Qualora ricorrano i presupposti di cui all'art. 2364 ultimo comma C.C., l'assemblea può essere convocata entro 180 (centottanta) giorni dalla chiusura dell'esercizio.

L'Assemblea straordinaria è convocata per le deliberazioni di sua competenza quando il Consiglio di Amministrazione o l'Amministratore Unico lo ritengano opportuno. La convocazione dell'Assemblea deve essere fatta senza ritardo quando è inoltrata richiesta ai sensi di legge.

L'Assemblea dei soci può svolgersi anche con intervenuti dislocati in più luoghi collegati con mezzi di telecomunicazione, nel rispetto delle seguenti condizioni, di cui dovrà essere dato atto nei relativi verbali:

- che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;
- che sia consentito al presidente dell'Assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti;

- che siano indicati nell'avviso di convocazione, salvo che si tratti di Assemblea totalitaria, i luoghi collegati con mezzi di telecomunicazione a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente e il soggetto verbalizzante.

16. Partecipazione.

16.1. Possono intervenire in Assemblea i soci a cui spetta il diritto di voto.

16.2. I soci che intendono partecipare all'Assemblea, anche ai fini degli adempimenti di cui all'art. 2370 terzo comma C.C., devono esibire i titoli azionari al fine di dimostrare la legittimazione a partecipare e a votare in Assemblea. Non è richiesto il preventivo deposito delle azioni.

16.3. I soci possono farsi rappresentare da altri soci oppure da terzi nel rispetto delle previsioni di cui all'art. 2372 C.C.

17. Presidenza e verbalizzazione.

17.1. L'Assemblea è presieduta dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o dall'Amministratore Unico, o da altra persona scelta dai soci presenti.

17.2. Il Presidente, è assistito da un segretario nominato dall'Assemblea o da un Notaio nelle Assemblee straordinarie.

18. Quorum costitutivi e deliberativi. Per la validità delle deliberazioni dell'Assemblea ordinaria in prima convocazione è richiesto l'intervento di tanti azionisti che rappresentino almeno la metà più una azione del capitale sociale, mentre in seconda convocazione le deliberazioni sono valide qualunque sia la parte del capitale intervenuta. L'Assemblea ordinaria delibera con le maggioranze previste dalla legge sia in prima che in seconda convocazione.

L'Assemblea straordinaria, salvo quanto sotto precisato in tema di variazioni di capitale, è validamente costituita e delibera, sia in prima che in seconda convocazione, con la presenza e con il voto favorevole di almeno i due terzi più una azione del capitale sociale. In merito alle deliberazioni che riguardano variazioni del capitale sociale, l'Assemblea straordinaria, sia in prima che in seconda convocazione, è validamente costituita e delibera con i quorum costitutivi e deliberativi previsti dalla legge.

Le deliberazioni sono constatate dal processo verbale firmato dal Presidente, dal Segretario (eventualmente dal Notaio) e eventualmente dagli scrutatori.

19. Assemblea degli azionisti titolari delle azioni di categoria B e C. Per le assemblee dei titolari delle azioni delle categoria B e C si applica il disposto dell'art. 2376 codice civile.

Titolo IV. Amministrazione

20. Composizione, nomina e sostituzione. La società è amministrata da un Consiglio di Amministrazione composto da 3 (tre) a 7 (sette) membri.

La nomina degli amministratori e la determinazione del loro numero spetta all'Assemblea. Essi durano in carica tre esercizi, scadono alla data dell'Assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica, sono rieleggibili, possono essere scelti anche tra i non soci.

21. Presidente. Qualora non vi abbia provveduto l'Assemblea, il Consiglio elegge tra i suoi membri un Presidente. Il Presidente è rieleggibile.

22. Convocazioni, riunioni e deliberazioni del consiglio di amministrazione. Il Consiglio si raduna nella sede sociale o altrove, purché in un Paese dell'Unione Europea, tutte le volte che il Presidente o chi ne fa le veci lo ritenga opportuno, oppure quando ne sia fatta richiesta al Presidente da almeno due amministratori o dai sindaci.

Le convocazioni saranno effettuate dal Presidente con lettera, telegramma o fax da spedirsi almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza e nei casi di urgenza almeno un giorno prima.

Per la validità delle decisioni è necessaria la presenza della maggioranza degli amministratori in carica.

Le deliberazioni relative sono prese a maggioranza di voti dei presenti e in caso di parità di voti è preponderante il voto del Presidente.

È ammessa la possibilità che le riunioni del Consiglio di Amministrazione si tengano per audio-video conferenza o audio-conferenza, a condizione che:

a) siano presenti nello stesso luogo il Presidente ed il Segretario della riunione che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale;

b) sia possibile identificare con certezza tutti i soggetti partecipanti;

c) sia possibile per tutti i partecipanti intervenire nella discussione e visionare, ricevere o trasmettere documenti.

23. Poteri. Il Consiglio di Amministrazione è investito dei più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della Società senza eccezioni di sorta e particolarmente sono ad esso riconosciute tutte le facoltà per il raggiungimento degli scopi sociali, che non siano dalla legge o dal presente statuto riservate tassativamente all'Assemblea dei soci.

A norma dell'art. 2443 codice civile, l'organo amministrativo avrà la facoltà di aumentare il capitale sociale di nominali euro 30.000.000 (trenta milioni) da eseguirsi mediante l'emissione di numero 16.000.000 (sedici milioni) di Azioni A con valore nominale di Euro 1,00 (uno virgola zero zero) ciascuna, di 6.000.000 (sei milioni) di Azioni B, con valore nominale

di Euro 1,00 (uno virgola zero zero) ciascuna e di 8.000.000 (otto milioni) di Azioni C con valore nominale di Euro 1,00 (uno virgola zero zero) ciascuna. Detto aumento dovrà essere deliberato in una o più volte entro il termine massimo di anni cinque decorrente dalla data di iscrizione della società presso il competente Registro delle Imprese e si intenderà eseguito per l'ammontare pari alle sottoscrizioni raccolte a tale data.

Detto aumento dovrà essere offerto in sottoscrizione prima ai soci e successivamente, per la parte del medesimo che restasse inoperta, potrà essere collocato presso terzi.

L'organo amministrativo, in sede di delibera di aumento del capitale sociale, stabilirà le condizioni per la sottoscrizione dello stesso, i termini e procederà alla determinazione dell'eventuale sovrapprezzo da parametrarsi alla natura del sottoscrittore (se socio o terzo) e al tempo in cui sarà ricevuta la sottoscrizione.

24. Organi delegati.

24.1. Il consiglio di amministrazione può delegare, nei limiti di cui all'articolo 2381 del codice civile e al presente statuto, le proprie attribuzioni ad uno o più dei suoi membri, determinandone i limiti della delega e può altresì delegare a terzi, conferendo le necessarie procure, il potere di compiere singoli atti o categorie di atti, determinandone i relativi poteri. Nel caso di medesime attribuzioni delegate a più membri, la delibera adottata dal consiglio di amministrazione precisa se l'esercizio debba avvenire in via disgiunta o congiunta.

24.2. Il consiglio può nominare direttori generali, designandoli anche fra i membri del consiglio, direttori e procuratori, con firma disgiunta o congiunta, determinandone i poteri e le attribuzioni, nonché mandatarî in genere per la stipula di determinati atti o categorie di atti.

24.3. La nomina dei direttori, vice direttori e procuratori con la determinazione delle rispettive retribuzioni e attribuzioni può anche essere dal consiglio deferita al presidente o a chi ne fa le veci, ai consiglieri delegati e ai direttori generali.

24.4. I consiglieri delegati sono tenuti a riferire al consiglio di amministrazione, con periodicità almeno semestrale, in occasione delle riunioni del consiglio di amministrazione, oppure, qualora particolari esigenze di tempestività lo rendano preferibile, anche in via diretta, in forma scritta o verbale e/o telefonicamente, sul generale andamento della gestione, sulla sua prevedibile evoluzione e sulle operazioni di maggiore rilievo.

25. Rappresentanza. La firma sociale e la rappresentanza della società in giudizio sono attribuite al Presidente del Consiglio di Amministrazione ed all'Amministratore Delegato disgiuntamente.

Il Consiglio di Amministrazione può anche delegare poteri di amministrazione e la relativa rappresentanza della società, con quelle limitazioni che crede opportune, ad uno o più amministratori, ovvero ad uno o più direttori o procuratori, tanto congiuntamente che separatamente, nonché affidare speciali incarichi ai propri membri o a terzi.

Titolo V. Collegio sindacale

26. Collegio sindacale.

26.1. Il Collegio Sindacale è composto da tre sindaci effettivi e due supplenti che durano in carica tre esercizi, scadono alla data dell'Assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della loro carica e sono rieleggibili.

26.2. La nomina dei Sindaci e del Presidente del Collegio Sindacale è devoluta all'assemblea che determinerà anche il loro compenso per l'intero periodo di durata dell'incarico.

26.3. Il Collegio Sindacale ha i doveri ed i poteri di cui agli articoli 2403 e 2403 bis del Codice Civile ed esercita il controllo contabile salvo il caso in cui ciò non sia consentito dalla legge (essendo la società tenuta alla redazione del bilancio consolidato o facendo la stessa ricorso al mercato del capitale di rischio) e salvo il caso in cui l'assemblea ordinaria deliberi di attribuire il controllo contabile ad un revisore contabile o ad una società di revisione aventi i requisiti prescritti dalle vigenti norme di legge.

26.4. Nel caso in cui il controllo contabile sia esercitato dal Collegio Sindacale, tutti i sindaci devono essere revisori contabili iscritti nell'apposito registro istituito presso il Ministero della Giustizia.

Titolo VI. Controllo contabile

27. Controllo contabile.

27.1. Nell'ipotesi in cui il controllo contabile, per volontà dei soci, non venisse affidato al Collegio Sindacale, lo stesso sarà esercitato da un revisore contabile o da una società di revisione avente i requisiti di legge. Il conferimento e la revoca dell'incarico, i compiti, i poteri e le responsabilità sono disciplinati dalle previsioni di legge in materia.

Titolo VII. Bilanci e distribuzioni

28. Bilancio.

28.1. L'esercizio sociale si chiude al 30 giugno di ogni anno.

28.2. Alla fine di ogni esercizio il consiglio di amministrazione provvede, in conformità alle prescrizioni di legge, alla formazione del bilancio sociale e lo sottopone all'approvazione della assemblea dei soci.

29. Ripartizione degli utili e delle perdite.

29.1. Gli utili netti, risultanti dal bilancio della società sono destinati come segue:

a) in primo luogo, una quota pari al 5% è destinata a riserva legale fino a che la stessa abbia raggiunto la misura di un quinto del capitale sociale;

b) in secondo luogo ed in caso di copertura perdite:

qualora la Riserva Sovrapprezzo Azioni sia stata utilizzata per la copertura di perdite, sarà destinato a tale riserva un ammontare degli utili pari all'ammontare della Riserva Sovrapprezzo Azioni precedentemente utilizzato per la copertura di tali perdite;

qualora eventuali finanziamenti erogati da parte dei soci siano stati utilizzati, mediante rinuncia da parte dei soci medesimi, ad aumenti di capitale a pagamento destinati alla copertura delle perdite, sarà destinato alla Riserva Sovrapprezzo Azioni un ammontare degli utili pari all'ammontare dei finanziamenti soci precedentemente utilizzati per la copertura di tali perdite.

c) in terzo luogo, una quota degli utili netti che residuano una volta dedotta la quota di riserva legale e la quota riservata alla ricostituzione della Riserva Sovrapprezzo Azioni (ai sensi dei precedenti punti a e b) ("Utili Residui") e sempre previa delibera dell'assemblea dei soci sarà destinato alle Azioni B in circolazione ("Dividendo Azioni B"), a prescindere dalla quota del capitale sociale rappresentata dalle stesse.

La misura di tale quota verrà stabilita dalla Assemblea ed il dividendo da erogarsi verrà determinato sulla base dell'Internai Rate of Return ("IRR") realizzato dagli azionisti detentori delle Azioni Ordinarie ("Azionisti A") e delle Azioni C ("Azionisti C").

L'IRR esprime il tasso di attualizzazione che rende nullo il valore attuale dell'investimento e sarà calcolato applicando la seguente formula:

$$\text{Sigma}_{i=0}^N \frac{A_i}{(1+r)^{\frac{d_i - d_0}{365}}} = 0$$

dove:

- la sommatoria dei risultati ottenuti applicando la formula indicata ad ogni flusso di cassa degli Azionisti A e C;
- N è il numero di manifestazioni dei flussi di cassa degli Azionisti A e C fino alla data di dismissione della partecipazione dagli stessi detenuta nella Società;

- r è l'IRR;

- A_i è il flusso di cassa degli Azionisti A e C alla data i esima. Tali flussi di cassa potranno essere sia negativi (quali, a titolo esemplificativo, i versamenti per la sottoscrizione delle azioni, compresi i sovrapprezzi, i versamenti in conto futuro aumento di capitale ed i versamenti a copertura di perdite, i finanziamenti effettuati, anche per la sottoscrizione di prestiti obbligazionari), che positivi (quali, a titolo esemplificativo, le eventuali distribuzioni di capitale in caso di riduzione dello stesso, i dividendi, gli interessi sui finanziamenti soci ed il loro rimborso, la distribuzione di riserve, i corrispettivi realizzati in caso di cessione delle azioni ai terzi, i corrispettivi ottenuti in sede di cessione dei crediti maturati nei confronti della Società) ed al lordo dell'eventuale impatto fiscale;

- $(d_i - d_0)$ è il numero dei giorni trascorsi tra il verificarsi del flusso di cassa A_i ed il flusso di cassa A_0 ove A_0 è il primo flusso di cassa per gli Azionisti A e C.

In particolare:

- fino al raggiungimento di un IRR pari al 6% da parte degli Azionisti A e C, nessun Dividendo Azioni B verrà erogato;
- oltre questa soglia, verrà erogato un Dividendo Azioni B pari al 20% degli Utili Residui eccedenti la suddetta soglia.

D) in quarto luogo, gli utili che residuino una volta dedotti:

- la quota di riserva legale,

- la quota riservata alla ricostituzione della Riserva Sovrapprezzo Azioni;

- la quota riservata al Dividendo Azioni;

sarà distribuita pari passu fra le Azioni Ordinarie A e C fatto salva contraria volontà manifestata dall'assemblea dei soci che preveda la loro non distribuibilità. 29.2. Qualora la Riserva Sovrapprezzo Azioni fosse utilizzata per formare la riserva azioni proprie, richiesta dall'articolo 2357-ter del codice civile, in ogni caso di acquisto di azioni proprie, anche in seguito al riscatto di Azioni Ordinarie A e C, l'intero ammontare della riserva azioni proprie che divenisse successivamente disponibile, anche in seguito all'alienazione delle azioni proprie o al loro annullamento, dovrà necessariamente essere nuovamente imputato alla Riserva Sovrapprezzo Azioni.

30. Dividendi.

30.1. Il pagamento dei dividendi avviene nei modi e nei termini fissati dalla deliberazione assembleare che dispone la distribuzione dell'utile agli azionisti.

30.2. I dividendi non riscossi entro i 5 (cinque) anni successivi al giorno in cui sono divenuti esigibili, si prescrivono a favore della società, con imputazione alla riserva straordinaria.

Titolo VIII. Scioglimento e liquidazione della società

31. Scioglimento e liquidazione.

31.1. La società si scioglie per le cause previste dalla legge.

31.2. L'assemblea straordinaria, se del caso convocata dal consiglio di amministrazione, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- (a) il numero dei liquidatori;
- (b) in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio;
- (c) a chi spetta la rappresentanza della società;
- (d) i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- (e) gli eventuali limiti ai poteri dei liquidatori.

Titolo IX. Clausola compromissoria

32. Clausola compromissoria.

32.1. Qualsiasi controversia dovesse insorgere tra i soci ovvero tra i soci e la società che abbia ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, dovrà essere risolta da un arbitro nominato dal Presidente della Camera di Commercio di Treviso, il quale dovrà provvedere alla nomina entro 30 (trenta) giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente. Nel caso in cui il soggetto designato non vi provveda nel termine previsto, la nomina sarà richiesta dalla parte più diligente al Presidente del Tribunale del luogo in cui ha sede la società.

32.2. La sede del procedimento sarà presso il domicilio dell'arbitro.

32.3. L'arbitro dovrà decidere entro 60 (sessanta) giorni dalla nomina. L'arbitro deciderà in via rituale e secondo diritto. Resta fin d'ora stabilito irrevocabilmente che le risoluzioni e determinazioni dell'arbitro vincoleranno le parti. Le spese dell'arbitrato saranno a carico della parte soccombente salvo diverse decisioni dell'arbitro.

32.4. Sono soggette alla disciplina sopra prevista anche le controversie promosse da amministratori, liquidatori e sindaci ovvero quelle promosse nei loro confronti che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale".

Douzième résolution

Les décisions prises ci-dessus sont soumises à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la Société par les autorités italiennes ou toute autre instance compétente. Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous avec Nous notaire signé le présent acte.

Signé: A. DE BERNARDI, M. GOEBEL, V. MONTANO, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 20 janvier 2010. Relation: LAC/2010/2837. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} février 2010.

J. ELVINGER.

Référence de publication: 2010075829/1374.

(100069328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Luxembourg Family Office S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 151.812.

Das Unterschriftenverzeichnis der
Luxembourg Family Office S.A.
534, rue de Neudorf
L-2220 Luxemburg
wurde beim Handelsregister eingereicht.

Luxemburg, den 12. Mai 2010.

BHF-BANK International
Roland Steies / Gabriele Ochner
Directeur / Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2010075709/16.

(100069867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

The Bank of New York Mellon (International) Limited, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 58.377.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société en date du 19 avril 2010 que l'adresse de la succursale au Luxembourg a été transférée du 1A, Hoehenhof, L-1736 Senningerberg au 2-4 Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet au 15 mai 2010.

La nouvelle adresse professionnelle du gérant de la succursale au Luxembourg, Monsieur David John Micallef, est au 2-4 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Gand-Duché de Luxembourg, avec effet au 15 mai 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour The Bank of New York Mellon (International) Limited, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2010075718/16.

(100069865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

The Bank of New York Mellon SA/NV, Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 105.087.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société en date du 24 février 2010 que l'adresse de la succursale au Luxembourg a été transférée du 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 2-4 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet au 15 mai 2010.

Il est pris acte du changement d'adresse professionnelle des délégués à la gestion journalière de la succursale, Messieurs David John Micallef (Manager) et Franck Wassmer (Deputy Manager) au 2-4 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet au 15 mai 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour The Bank of New York Mellon SA/NV, Luxembourg Branch

Référence de publication: 2010075720/16.

(100069868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

DIAMAN Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 119.895.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 29 avril 2010

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. d'acter la démission de Monsieur Massimo Scolari de son poste d'administrateur,
2. de réélire Messieurs Alain Léonard, Marco Rosati, Daniele Bernardi, Donald Villeneuve et Régis Leoni en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2011,
3. de nommer Monsieur Giovanni Belioffi, avec adresse professionnelle au 20, St. James's Street, SW7 4BD, Londres en qualité d'administrateur pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2011,
4. de réélire Deloitte SA en qualité de Réviseur d'Entreprises, avec siège social au 560, Rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2011.

Luxembourg, le 14 mai 2010.

Pour DIAMAN SICAV

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Marc-André BECHET / Martine VERMEERSCH

Directeur / Sous-Directeur

Référence de publication: 2010075834/22.

(100069414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Quintessence International S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 33.799.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A.T.T.C. Management s.à.r.l. / A.T.T.C. Directors s.à.r.l.

Administrateur / Administrateur

A.T.T.C. s.a.

Gérant

E. Patteet / J.P. Van Keymeulen

Administrateur-délégué / Administrateur-délégué

Référence de publication: 2010075726/15.

(100069420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Equal-Plus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 87.196.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 18.05.2010.

Fiduciaire S.à.r.l.

CabexcO

Centre Helfent

1, rue Pletzer - L-8080 Bertrange

Signature

Référence de publication: 2010075728/15.

(100069405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Compagnie Européenne pour le Développement d'Entreprises Commerciales S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 36.412.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2010075729/14.

(100069396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

CCR Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 117.582.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2010.

Référence de publication: 2010075748/10.

(100069480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Isla Invest S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 121.588.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/09 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2010.

Isla Invest S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant B

Signatures

Référence de publication: 2010075730/15.

(100069379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Isla Invest S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 121.588.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31/12/08 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2010.

Isla Invest S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant B

Signatures

Référence de publication: 2010075731/15.

(100069375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

JER Europe Fund II Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 390.900,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 103.086.

Il est à noter que les associés de JER Europe Fund II Holdings S.à r.l. ont décidé comme suit:

Le siège social de la Société a été transféré au 14 -16, rue Philippe II, L - 2340 Luxembourg avec effet au 1^{er} avril 2010.

Les démissions de Monsieur Bruno Abbate et de Mme Isabelle Claude de leurs mandats de gérant de la Société avec effet au 26 Novembre 2009 ont été acceptées.

Madame Louise Benjamin, née le 16 août 1976 à Bristol, Royaume-Uni, demeurant professionnellement au 14 -16, rue Philippe II, L - 2340 Luxembourg, a été nommée gérante avec effet au 1^{er} avril 2010 et pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé de

Monsieur Daniel T. Ward

Madame Claire Handley

Madame Louise Benjamin

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JER Europe Fund II Holdings S.à r.l

Martin Eckel

Mandataire

Référence de publication: 2010075736/23.

(100069775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Isla Invest S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 121.588.

Le bilan et l'affectation du résultat au 31/12/07 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2010.

Isla Invest S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant B

Signatures

Référence de publication: 2010075733/15.

(100069372) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

M1 Luxembourg S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 115.205.

La soussignée HOOGEWERF & CIE, avec siège social à Luxembourg, dénonce avec effet immédiat, le siège de la société M1 LUXEMBOURG S.A., qui était à 19, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2010.

Pour extrait conforme

Hoogewerf & Cie

Agent Domiciliaire

Signature

Référence de publication: 2010075734/14.

(100069731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Toscana-Alpes Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 153.113.

STATUTS

L'an deux mil dix, le dix mai.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

ESTATES S.A., société anonyme, ayant son siège social au 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.770,

ici représentée par Monsieur Laurent WEIS, titulaire d'une maîtrise en sciences économiques, demeurant professionnellement au 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg,

spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 27 avril 2010.

La prédite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, ès-qualités qu'il agit, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "TOSCANA-ALPES PROPERTY S.A.".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration respectivement de l'administrateur unique à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être

transféré dans toute autre localité du Grand-Duché au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société a en outre pour objet l'achat, la vente, la gestion et la mise en valeur de tous biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille euros) représenté par 3.100 (trois mille cent) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 1.000.000,- (un million d'euros) qui sera représenté par 100.000 (cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 10 mai 2015, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins (chacun un "Administrateur"), actionnaires ou non.

Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront élus par l'assemblée générale des actionnaires pour un terme qui ne peut excéder six ans et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télécopie ou courrier électronique, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le 1^{er} lundi du mois de mars à 11.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration respectivement par l'administrateur unique ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le 1^{er} décembre de chaque année et finit le 30 novembre de l'année suivante.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration ou l'administrateur unique pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le trente novembre 2010.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2011.

Le(s) premier(s) administrateur(s) et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article 7 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Souscription et paiement

Les 3.100 (trois mille cent) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, ESTATES S.A., ayant son siège social au 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

Les actions ont été libérées par l'actionnaire unique, préqualifié, à hauteur de 25 % par des versements en espèces, de sorte que la somme de EUR 7.750,- (sept mille sept cent cinquante Euros), se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille deux cents Euros (1.200,-).

Résolutions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique prénommé, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à 4 (quatre).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social:

1. Monsieur Benoît de FROIDMONT, administrateur de sociétés, né le 26 juillet 1975 à Rocourt (Belgique), demeurant professionnellement à L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy,

2. Monsieur Adrien ROLLE, ingénieur commercial, né le 21 août 1975 à Liège (Belgique), demeurant professionnellement à L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy,

3. Monsieur Marc VANHELLEMONT, ingénieur commercial, né le 13 décembre 1969 à Moresnet (Belgique), demeurant professionnellement à L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy,

4. Monsieur Laurent WEIS, titulaire d'une maîtrise en sciences économiques, né le 26 mars 1980 à Luxembourg (Luxembourg), demeurant professionnellement à L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

Monsieur Benoît de FROIDMONT est nommé aux fonctions de président du conseil d'administration.

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social: GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A., ayant son siège au 83, Pafebruch, L-8308 Capellen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 43298.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle français, constate qu'à la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue française suivi d'une traduction en anglais. Sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version française prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes,

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses noms, prénoms usuels, états et demeures, le comparant a signé avec Nous notaire le présent acte.

Follows the English version of the preceding text:

In the year two thousand ten on the tenth day of May.

Before us Me Edouard DELOSCH, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

ESTATES S.A., a joint stock company, with registered office at 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 106.770,

duly represented by Mr Laurent Weis, "titulaire d'une maîtrise en sciences économiques", with professional address at 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg,

by virtue of a proxy dated 27th of April 2010.

Said proxy, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, acting in the above stated capacities, has drawn up the following articles of a joint stock company to be incorporated.

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. A joint stock company is herewith formed under the name of "TOSCANA-ALPES PROPERTY S.A.".

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg-City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors or of the sole director.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors or of the sole director. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder or in case of plurality of shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The company may borrow in any form whatever. The company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the law of August 10, 1915.

The company may furthermore realize all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition, sale, management and development, in whatever form of any real estate located in Luxembourg or abroad.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at EUR 31,000.- (thirty-one thousand Euro) divided into 3,100 (three thousand one hundred) shares with a nominal value of EUR 10.- (ten Euro) each.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

For the period foreseen here below, the authorized capital is fixed at EUR 1,000,000.- (one Million Euro) to be divided into 100,000 (one hundred thousand) shares with a nominal value of EUR 10.- (ten Euro) each.

The authorized and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Furthermore, the board of directors is authorized, during a period of five years ending on May 10, 2015, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds as mentioned below.

The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds, or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency. It is understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital, within the limits of the authorized capital as specified hereabove and specially under the provisions of art. 32-4 of the company law.

The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the company.

Board of directors and statutory auditors

Art. 6. In case of plurality of shareholders, the company must be managed by a board of directors consisting of at least three members (each a "Director"), who need not be shareholders.

In case the company is established by a sole shareholder or if at the occasion of a general meeting of shareholders, it is established that the company has only one shareholder left, the company can be managed by a board of directors consisting of either one director until the next ordinary general meeting of the shareholders noticing the existence of more than one shareholder.

The directors or the sole director are appointed for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy. In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board of directors can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted. A director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telefax or e-mail, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the board of directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors or the sole director is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general meeting by the law of August 10, 1915, as subsequently modified, or by the present Articles of Incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors or the sole director may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons who need not be shareholders.

Art. 12. Towards third parties, the company is in all circumstances committed, in case of a sole director by the sole signature of the sole director or, in case of plurality of directors, by the signatures of any two directors or by the sole signature of a delegate of the board acting within the limits of his powers. In its current relations with the public administration, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. If there is only one shareholder, that sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decision in writing.

In case of plurality of shareholders, the general meeting of shareholders shall represent the whole body of shareholders of the company. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation.

The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the 1st Monday of the month of March at 11.00 a.m.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The board of directors or the sole director or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing 10% of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote.

The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner, in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on December 1st of each year and ends on November 30th of the following year.

The board of directors or the sole director draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least 5% of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the subscribed capital.

The remaining balance is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors or the sole director in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the subscribed capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

General disposition

Art. 21. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on November 30, 2010.

The first annual general meeting shall be held in 2011.

The first director(s) and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

By deviation from article 7 of the Articles of Incorporation, the first chairman of the board of directors is designated by the extraordinary general meeting that designates the first board of directors of the company.

Subscription and payment

The 3,100 (three thousand one hundred) shares have been entirely subscribed by the sole shareholder, ESTATES S.A., with registered office at 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

The shares have been paid up by the prenamed sole shareholder in cash for 25 %, so that the company has now at its disposal the sum of EUR 7,750.- as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its incorporation is approximately fixed at one thousand two hundred Euro (1,200.-).

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder, prenamed, represented as above-mentioned, representing the whole of the share capital, passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at 4 (four).

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the financial statements of the first business year:

1. Mr Benoît de FROIDMONT, director of companies, born on July 26, 1975 in Rocourt (Belgium), with professional address in L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy,

2. Mr Adrien ROLLE, "ingénieur commercial", born on August 21, 1975 in Liège (Belgium), with professional address in L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy,

3. Mr Marc VANHELLEMONT, "ingénieur commercial", born on December 13, 1969 in Moresnet (Belgium), with professional address in L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy,

4. Mr Laurent WEIS, "titulaire d'une maîtrise en sciences économiques", born on March 26, 1980 in Luxembourg (Luxembourg), with professional address at 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg

Mr Benoît de FROIDMONT has been elected as chairman of the board of directors.

Second resolution

The following has been appointed as statutory auditor, its mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the financial statements of the first business year: GRANT THORNTON LUX AUDIT S.A., having its registered office in L-8308 Capellen, 83, Pafebruch, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 43.298.

Third resolution

The company's registered office is located at L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks French, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in French followed by an English version. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the French and the English text, the French version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his surnames, Christian names, civil status and residences, said person appearing signed together with us, Notary, the present original deed.

Signé: L. Weis, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 11 mai 2010. Relation: RED/2010/619. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 20 mai 2010.

Référence de publication: 2010077648/404.

(100070419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2010.

Codofinances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 29.414.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société CODOFINANCES SA. qui s'est tenue en date du 26 avril 2010 au siège social que:

1) la clôture de la liquidation a été prononcée et il a constaté que la société CODOFINANCES SA a cessé d'exister à partir de ce jour.

2) les livres et documents seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'ancien siège social de la société dissoute à Luxembourg, 11, boulevard Royal.

Pour extrait conforme

Signature

LIQUIDATEUR

Référence de publication: 2010075738/18.

(100069467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Holding Immobilière Nouvelle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 35.507.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société HOLDING IMMOBILIERE NOUVELLE SA. qui s'est tenue en date du 26 avril 2010 au siège social que:

1) la clôture de la liquidation a été prononcée et il a constaté que la société HOLDING IMMOBILIERE NOUVELLE SA. a cessé d'exister à partir de ce jour.

2) les livres et documents seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'ancien siège social de la société dissoute à Luxembourg, 11, boulevard Royal.

Pour extrait conforme

Signature

LIQUIDATEUR

Référence de publication: 2010075740/18.

(100069468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Nekvilla Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 87.907.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue au siège social en date du 12 mai 2010

L'Assemblée Générale a décidé de nommer comme Commissaire aux comptes de la Société en remplacement de L'Alliance Révision SARL:

- FIN-CONTROLE S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 42230 jusqu'à l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de la Société au 31 décembre 2009.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mai 2010.

Pour NEKVILLA HOLDING S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2010075775/18.

(100069315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Inowlocki Bros.International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 25.074.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration du 20 avril 2010

- Conformément aux dispositions de l'article 64 (2) de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, les Administrateurs élisent en leur sein une Présidente en la personne de Madame Muriel INOWLOCKI. Cette dernière assumera cette fonction pendant la durée de son mandat, qui viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Fait à Luxembourg, le 20 avril 2010.

Certifié sincère et conforme

Pour INOWLOCKI BROS. INTERNATIONAL S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010075770/16.

(100069299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Evidence S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 62, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 51.151.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 17 mai 2010 que:

- Le siège social de la société a été transféré du 12, rue Léon Thyès, L-2636 Luxembourg au 62, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg avec effet rétroactif au 1^{er} avril 2010.

Luxembourg, le 17 mai 2010.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010075742/14.

(100069592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Helvetia Europe, Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.
R.C.S. Luxembourg B 77.000.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/05/2010.

HELVETIA EUROPE

Signature

Référence de publication: 2010075743/12.

(100069408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Artisia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 125.327.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ARTISIA S.A.

Romain THILLENS / Christophe BLONDEAU

Référence de publication: 2010075744/11.

(100069404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

PEF Route d'Arlon Investment S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 115.062.

Il résulte de résolutions prises par l'associé unique de la Société le 30 décembre 2009 que:

- l'associé unique de la Société nomme M. Benjamin Hartmeier, né le 20 avril 1978 à Sulingen, Allemagne, ayant l'adresse professionnelle à 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg comme commissaire aux comptes de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2007 pour l'exercice social qui commence le 1^{er} janvier 2007 et se termine le 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 19 mai 2010.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010075779/17.

(100069383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Kitchener Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 146.377.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12/05/2010.

Kitchener Luxco S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2010075746/12.

(100069398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Credimpex-Luxembourg A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: Luxembourg,

R.C.S. Luxembourg F 5.122.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des décisions prises par voie d'Assemblée Générale

Conformément aux délibérations et aux votes de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg en date du 16 avril 2008, la dissolution de l'Association dénommée CREDIMPEX-LUXEMBOURG A.s.b.l. a été votée et prononcée par la majorité des membres présents.

Lors des délibérations de cette Assemblée et à la majorité des voix, il a été décidé que la liquidation et l'affectation des actifs de CREDIMPEX - LUXEMBOURG A.s.b.l. serait assurée par 2 liquidateurs.

Les 2 liquidateurs désignés à cet effet sont:

- Monsieur Roland GUSENBURGER, demeurant 61 rue Charlemagne, L - 1328 Luxembourg
- Monsieur Jean-Marie JASPART, demeurant 10 rue Antoine Meyer, L - 2153 Luxembourg.

A la majorité des voix et en conformité avec les statuts, il a été décidé que l'actif de CREDIMPEX - LUXEMBOURG A.s.b.l. sera affecté en totalité à une institution poursuivant un but de bienfaisance, dénommée:

"HANDICAP INTERNATIONAL LUXEMBOURG A.S.B.L, dont le siège social est situé 114, rue Adolphe Fischer à L -1521 Luxembourg".

La liquidation peut donc être clôturée.

Fait à Luxembourg en 3 (trois) exemplaires, le 15 mai 2008.

Robert SCHROEDER

Président

Référence de publication: 2010075747/25.

(100069752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

PEF Prince Henri Investment S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 129.085.

Il résulte de résolutions prises par l'associé unique de la Société le 1^{er} avril 2010 que:

- l'associé unique de la Société nomme M. Benjamin Hartmeier, né le 20 avril 1978 à Sulingen, Allemagne, ayant l'adresse professionnelle à 15, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg comme commissaire aux comptes de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2007 pour l'exercice social qui commence le 1^{er} janvier 2007 et se termine le 31 décembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 19 mai 2010.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010075781/17.

(100069386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Juria Experts S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 89.829.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010075749/10.

(100069497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Memory Keepers S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 50.085.

Il résulte d'un courrier adressé à la société MEMORY KEEPERS S.A. que la société FIDEOS S.A., en sa qualité d'agent domiciliaire a dénoncé le siège social avec effet au 11 Mai 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures

Le domiciliataire

Référence de publication: 2010075750/11.

(100069309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Juria Experts S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 89.829.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010075751/10.

(100069494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Al Maha Investment Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 123.790.

Extrait des décisions des associés prises en date de 29 Avril 2010

L'associé unique a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1) L'associé unique a accepté la démission de:

- M. Ghanim Bin Saad Al Saad, né le 29 août 1964 à Qatar, ayant son adresse au 802, Mugheera Bin Harith Street, Q-Doha, en qualité de gérant, avec effet immédiat.

- M. Hassan Eisa Al Fadhala, née le 1^{er} janvier 1963 à Qatar, ayant son adresse au 14, Street, Al Mnefa -M'ather, Q-Doha, en qualité de gérant, avec effet immédiat.

- M. Mohammad Hedhfa Al Adba, né le 11 novembre 1971 à Qatar, ayant son adresse au 14 Villa, Al Muneefa Street, Q-Doha, en qualité de gérant, avec effet immédiat.

2) La personne suivante a été nommée gérant de la Société avec effet au 29 avril 2010 pour une durée indéterminée:

- M. Thomas Franz Bolliger, née le 20 janvier 1962 à Uerkheim, en Suisse, ayant son adresse au 45 Schneitstrasse, 6315 Oberägeri, Suisse, en qualité de gérant, avec effet immédiat.

Al Maha Investment Company S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010075851/23.

(100069724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Juria Experts S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.
R.C.S. Luxembourg B 89.829.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010075752/10.

(100069492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Movytel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 101.863.

Orangefield Trust (Luxembourg) S.A., domiciliataire de sociétés, ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, a dénoncé le siège social de la société avec effet au 12 mai 2010.

Orangefield Trust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010075753/11.

(100069741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Four Winds Research S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 142.580.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2010075754/12.

(100069537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Nile Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 117.711.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue le 3 mai 2010 à 13 heures au siège social que:

- le mandat des administrateurs est prolongé jusqu'au jour de l'assemblée générale en 2015:

Monsieur Osama Mahmoud Salih, demeurant au 56 Townholm Crescent, Hanwell, Londres W7 2NA, Royaume-Uni;

Monsieur Amir Salih, demeurant à Marques de Sotelo 17, 46183 L'Eliana Valencia, Espagne; Monsieur Mahmoud Salih Osman Salih, demeurant au 22 Cleopatra Street à Heliopolis, Le Caire, Egypte

- le mandat de l'administrateur-délégué, Monsieur Mahmoud Salih Osman Salih, demeurant au 22 Cleopatra Street à Heliopolis, Le Caire, Egypte, est prolongé jusqu'au jour de l'assemblée générale en 2015:

- la Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie Sàrl, RCS B 60.219, demeurant au 63-65, rue de Merl à L-2146 Luxembourg est nommé commissaire aux comptes en remplacement de la Fiduciaire Cabexco Sàrl, demeurant à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer. Le mandat expire le jour de l'assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Pour Extrait Sincère et Conforme

Signature

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010075846/21.

(100069630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Solferino (S.A.) N.V., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 128.434.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2010.

Solferino (S.A.) .N.V.

Représenté par M. Matthijs BOGERS

Administrateur

Référence de publication: 2010075755/13.

(100069531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Kalkalit-Lux 6 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 121.570.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2010.
Pour Kalkalit-Lux 6 S.à r.l.
Mr. Matthijs BOGERS
Manager

Référence de publication: 2010075757/13.

(100069529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Kalkalit-Lux 5 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 111.863.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2010.
Pour Kalkalit-Lux 5 S.à r.l.
Mr. Matthijs BOGERS
Manager

Référence de publication: 2010075759/13.

(100069519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Pain et Saveurs S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4048 Esch-sur-Alzette, 17, rue Helen Buchholtz.

R.C.S. Luxembourg B 153.071.

STATUTS

L'an deux mille dix. Le vingt avril.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Pascal DUSSAUSAYE, commerçant, né à Villerupt (France), le 9 mai 1963, demeurant à L-4482 Belvaux, 12, rue Henry Grey.

2.- Madame Maria José SOARES MACHADO, sans état, née à Arcozelo - Vila Nova de Gaia (Portugal), le 4 août 1960, demeurant à L-4482 Belvaux, 12, rue Henry Grey.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de: PAIN ET SAVEURS S. à r.l.

Art. 2. La société a pour objet l'exploitation d'un salon de consommation avec le commerce de produits alimentaires.

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui pourraient en faciliter la réalisation et le développement.

Art. 3. Le siège social est établi à Esch/Alzette.

Art. 4. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (€ 125,-) chacune.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Art. 6. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'unique associé ou les associés qui détermineront leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Art. 7. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite de l'unique ou d'un associé.

Art. 8. Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, la cession entre vifs tant à titre gratuit qu'à titre onéreux à un non-associé ne pourra se faire que de l'assentiment de tous les associés.

La transmission pour cause de mort requiert l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants qui ont en toute hypothèse un droit de préemption. Cet agrément n'est pas nécessaire en cas de transmission à un héritier réservataire ou au conjoint survivant.

Art. 9. Un associé sortant ainsi que les héritiers ou ayants-droits et créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice, à moins que l'associé unique ou l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera transmis à l'associé unique ou sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 12. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est référé aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2010.

Souscription

Le capital a été souscrit comme suit:

1.- Monsieur Pascal DUSSAUSAYE, prénommé, CINQUANTE PARTS SOCIALES	50
2.- Madame Maria José SOARES MACHADO, prénommée, CINQUANTE PARTS SOCIALES	50
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société.

Frais

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à NEUF CENTS EUROS (€ 900,-).

Décisions

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix ils ont pris les décisions suivantes:

I.- Est nommé gérant de la société:

Monsieur Pascal DUSSAUSAYE, prénommé.

II.- La société est engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

III.- Le siège social de la société se trouve à: L-4048 Esch/Alzette, 17, rue Helen Buchholtz.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous Notaire le présent acte.

Signé: Dussausaye, Soares Machado, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 22 avril 2010. Relation: EAC/2010/4658. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Santioni A.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010075817/70.

(100069580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.

Rast Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 110.565.

Le soussigné, Gernot KOS, avec adresse professionnelle à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, fait savoir qu'il dépose, avec effet immédiat, son mandat d'administrateur auprès de la société anonyme RAST DEVELOPPEMENT S.A., R.C.S. Luxembourg B110565.

Pour dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Luxembourg, le 18.05.2010.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

KOS Gernot

Référence de publication: 2010075764/15.

(100069455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2010.